C.I.R.A.

T2137-448-6,00 F

ISSN 0026-9433

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 448 JEUDI 10 JUIN 1982 6,00 F

CITROËN TALBOT

CGSL

NON AU SYNDICAT PATRONAL !

PARIS

Le groupe Eugène Varlin organise une conférence-débat sur le thème : *Le pouvoir bureaucratique dans les pays de l'Est*, avec des participants soviétique, roumain, bulgare, polonais..., le vendredi 11 juin à 20 heures, dans la grande salle du patronnage laïc, 72, avenue Félix Faure, Paris 15e, métro Boucicaut.

PARIS

Le groupe libertaire du Marais de la FA, la Ligue des droits de l'homme Paris-Centre et le Mouvement anti-apartheid organisent un film-débat sur l'apartheid le 10 juin à 20 heures au 66, boulevard Saint-Michel. Participation aux frais : 15 francs.

ROCHEFORT

Le 11 juin 1982, le groupe Michel Bakounine organise une réunion-débat sur le thème : *Agriculture, écologie, socialisme libertaire*, à la Maison des Syndicats, salle n° 2, 37, rue Pujos, Rochefort, à 21 heures.

MOULINS

Wotjtyla, Khomeiny et autres mystificateurs religieux, en passant par les religions d'Etat, s'octroient les consciences de par le monde.

Nous nous devons de lutter contre toutes les aliénations religieuses.

A Moulins, l'ACL (Association pour une culture libertaire) organise le jeudi 17 juin 1982 une conférence-débat sur le thème : *Les non-croyants face à la religion*, à 20 h 30 à l'Université populaire.

Le président de l'Union des Athées, un représentant de la Libre Pensée et un militant de la FA participeront à ce débat.

Nous invitons à venir nombreuses les personnes intéressées par ce problème. Une campagne anticléricale se fera à l'issue de ce débat.

Le nouveau catalogue de la librairie du *Monde libertaire* vient de paraître. Vous pouvez le demander à Publico, 145 rue Amelot, Paris 11e, en joignant 2,60 F en timbres.

Fête annuelle du groupe d'Amiens

La fête annuelle du groupe d'Amiens de la Fédération anarchiste aura lieu les 26 et 27 juin au parc du château de Montières, à Amiens. Toute personne intéressée pour y participer, musiciens, chanteurs, groupes de théâtre est invitée à nous contacter dans les meilleurs délais, BP 7, 80330 Longueau.

Groupe d'Amiens

Permanences des groupes F.A.

Groupe Michel Bakounine : *permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des Syndicats, salle n° 2, 37, rue Pujos, 17300 Rochefort.*

Groupe Région toulonnaise : *le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.*

Groupe d'Evreux : *permanence les derniers samedis de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux), 27000 Evreux.*

Groupe de Rennes : *le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.*

Permanences FA d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.*

Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.*

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : *Pour tout contact, écrire à ADIR, 1, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.*

Groupe du 11e : *permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.*

Groupe d'Amiens : *permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueau.*

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : *tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.*

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*

Groupe Eugène Varlin : *petite salle du patronnage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15e), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.*

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : *permanence le 3e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.*

Groupe Fresnes-Antony : *le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.*

Liaison Blois : *permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.*

Groupe d'Anizy-le-Château : *tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23).80.17.09).*

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.*

Groupe Voline : *26, rue Piat, Paris 20e. Permanences les 1er et 3e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30. et samedi sur rendez-vous.*

Groupe Proudhon de Besançon : *77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.*

Groupe d'Aubenas : *de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.*

Permanences FA et GAEL : *le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillouard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.*

Groupe Louise Michel : *10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.*

Liaison Périgueux : *permanences dans les locaux de l'UL CNT de Périgueux, les vendredis de 18 à 19 h et un samedi sur deux de 14 h à 15 h, au 13, rue Thiers. Contact avec la liaison Nontron possible à cette occasion.*

Pour toute prise de contact avec les groupes de la FA, n'hésitez pas à écrire aux RI, ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11e (M° République) — tél. 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Les personnes habitant les départements du Cantal, de la Corrèze ou de l'Aveyron, intéressées par la propagande anarchiste, peuvent prendre contact avec les groupes du Lot et de la Dordogne pour renforcer leur présence sur ces cinq départements. Ecrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe libertaire du Marais (4e arrondissement de Paris) tient ses ventes hebdomadaires le jeudi au métro Saint-Paul, de 12 h 30 à 14 h et de 18 h à 19 h 30, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à l'angle de la rue Mouffetard et de l'arbalète.

• Le groupe FA du Havre assure une vente du *Monde libertaire* tous les samedis de 15 h 30 à 17 h, place Thiers, entre le Monoprix et le Printemps.

• Nontron et Périgueux : deux villes où l'on peut rencontrer les militants anarchistes pour constituer un groupe dans ces villes. Toute personne intéressée par ce projet peut écrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe Michel Bakounine compte éditer pour décembre 1982 une plaquette de dessins sur le thème : *L'individu face à l'étatisation croissante de la société*. Pour ce faire, nous faisons appel à tous les dessinateurs connus et inconnus ou en voie de l'être afin qu'ils nous fassent don d'un dessin. Pour tout contact, écrire à : groupe Michel Babounine, ADIL, BP 284, 17312 Rochefort-Cedex. Tél. : (46) 47.67.39.

• La liaison Périgueux assure désormais une permanence dans les locaux de l'UL CNT de Périgueux, les vendredis de 18 à 19 h et un samedi sur deux de 14 h à 15 h, au 13 rue Thiers. Contact avec la liaison Nontron possible à cette occasion.

• Une liaison professionnelle ONF (Office national des Forêts) est en création pour tous contacts, écrire aux RI.

• Le groupe anarchiste de Versailles assure la vente du *Monde libertaire* le mercredi de 17 à 18 h à la gare Chantiers et le dimanche de 10 h à 13 h sur la place du marché principal de Versailles. Pour tout contact avec le groupe, n'hésitez pas à nous écrire : groupe libertaire de Versailles, BP 15, 78150 Le Chesnay-Cedex.

• Le groupe Elysée Reclus d'Angers assure des ventes du *Monde libertaire* : le samedi à partir de 11 h place Louis Imbach devant l'annexe de la Bourse du travail ; le lundi à 18 h 30 AU RV de Belle Beille ; le vendredi soir à la permanence du groupe.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

PARIS

Le groupe Louise Michel (10, rue Robert Planquette) organise le 19 juin, de 13 h à 20 h, au square Jehan Rictus (Place des Abbesses) :

- des forums sur la vie de quartier, le fédéralisme et la vie communale ;
- des spectacles, stands, exposition ;
- un meeting sur le thème : *Un an de pouvoir socialiste : nos propositions.*

Entrée gratuite.

Volonté anarchiste n° 18 est parue

Luttes paysannes en Grèce après les Colonels, par Périclès Kyriacopoulos. Prix : 15 F. En vente à Publico.

Abonnement 8 n° : 110 F. Abonnement de soutien : 180 F. On peut faire comprendre dans son abonnement des numéros déjà parus.

CCP : 21 600 42 C Paris, à adresser au groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis
de 17 à 19 h
à la librairie La Tête en Bas
17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis
de 14 à 15 h
à Publico
145, rue Amelot, Paris 11e

Tous les mardis
de 18 à 19 h
tous les vendredis
de 19 à 20 h
26, rue du Wab-Billy
Metz - Tél. : 74.41.58

Avant de vous installer dans votre relax, verre d'orange à la main, pour suivre le Mundial (alors que l'on torture toujours dans les geôles espagnoles) et dans l'attente d'une finale Argentine/Angleterre, le groupe anarchiste de Bordeux rappelle l'existence de sa brochure sur le sport : *Réflexions sur l'institution Sport*, avec au sommaire : *Les olympiades de Moscou en 1980, Sport, idéologie et politique, Pierre de Coubertin, Un pays sportif, la RDA, Fêtes et jeux grecs, Les meilleurs moments des JO modernes*, etc.

A commander à son local, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux, contre 12 F ou 15 F pour envoi.

Sommaire

PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
37e congrès de la FA
Editorial
PAGE 4
En bref
Golfech, avis de décès
Sept chefs d'Etat à Versailles
Fin de la grève à la Société générale
PAGE 5
Hôpital San-Salvadour...
Les comités locaux pour l'emploi
PAGE 6
CFDT/METZ
Déclaration des opposants
Avant le congrès CGT
PAGE 7
Les chiens de garde
PAGE 8
Après Giscard l'Africain...
PAGE 9
Informations Internationales
PAGE 10
Le Roman anarchiste
PAGE 11
Livres, spectacles...
PAGE 12
De la révolution

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction Administration
145 rue Amelot 75011 Paris
Tél. 805 34 08

Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom ..... Prenom .....
N° ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N° ..... (inclus). Pays .....
○ Abonnement ○ Reabonnement ○ Abonnement de soutien
Règlement (à joindre au bulletin)
○ Cheque postal ○ Cheque bancaire ○ Mandat lettre
Pour tout changement d adresse, joindre la derniere bande et 4 F en timbre poste

37e congrès de la Fédération anarchiste

CETTE année, au cours du week-end de la Pentecôte, notre organisation a tenu son 37e congrès au Havre, ville de tradition anarcho-syndicaliste.

Il y a dix ans, s'est déjà tenu un congrès national, pris en charge par le groupe Jules Durand. Cet événement coïncide avec un changement de local de ce groupe au sein du quartier Franklin, haut lieu des luttes ouvrières havraises. Nouvelle adresse : 53, rue Jules Tennier. C'est un moment de croissance, pour une efficacité plus grande de ce groupe !

Ce congrès s'inscrit dans une dynamique nouvelle de notre organisation.

Deux cent soixante délégués ont participé aux travaux qui ont porté sur divers points (rappelons que le nombre de participant était trois fois moins élevé en 1972) :

- constat du développement de l'implantation géographique de la Fédération anarchiste sur le plan national ; notre organisation compte aujourd'hui 75 groupes sur l'ensemble du territoire (dont 23 en région parisienne) et 48 liaisons départementales.

Il y a un an, le jour même du premier tour de l'élection présidentielle, nous avons tenu une réunion à la Mutualité qui a regroupé 3 500 personnes. Entre les deux tours, nous avons appelé à l'abstention au moyen de 100 000 affiches et des dizaines de milliers de tracts.

- Accroissement des moyens d'expression déterminés au dernier congrès de Neuilly-sur-Marne en 1981 :

- passage du *Monde libertaire* à 12 pages hebdomadaires depuis le mois de janvier 82 et son amélioration qualitative, tant sur le plan du contenu des articles que sur le plan de la présentation ; impact considérable de Radio-Libertaire, première radio fédérale émettant en modulation de fréquence (89,5 MHz) sur la région parisienne.

La création de Radio-Libertaire en septembre 81 aura permis de divulguer et continue de divulguer à des dizaines de milliers d'auditeurs quotidiens les propositions des anarchistes pour leur projet de société.

Notre Fédération est l'une des rares organisations politiques à s'être penchée sur ce problème depuis longtemps. Plusieurs de nos groupes s'en étaient dotés bien avant le 10 mai. Mais ils ont subi la répression et le matériel a été saisi (cf. Radio-Trottoir à Toulon et Radio-Alarme à Evry). Ce matériel ne nous a pas été rendu.

Radio-Libertaire, elle, émet depuis le 1er septembre 81. Dans un premier temps, uniquement avec des militants bénévoles, nous émettions quotidiennement de 18 à 22 heures. Rapidement, nous nous sommes rendus compte de l'importance de son impact, par les appels téléphoniques et le courrier d'auditeurs que nous recevions. Puis nous avons relevé le défi que nous imposait le cahier des charges et nous émettons maintenant 110 heures par semaine. Le 28 juin 82, un gala de soutien à Radio-Libertaire aura lieu à Bobino.

Considérant l'importance de cet événement, les congressistes se sont penchés sur le développement de radios fédérales en province pour l'année à venir.

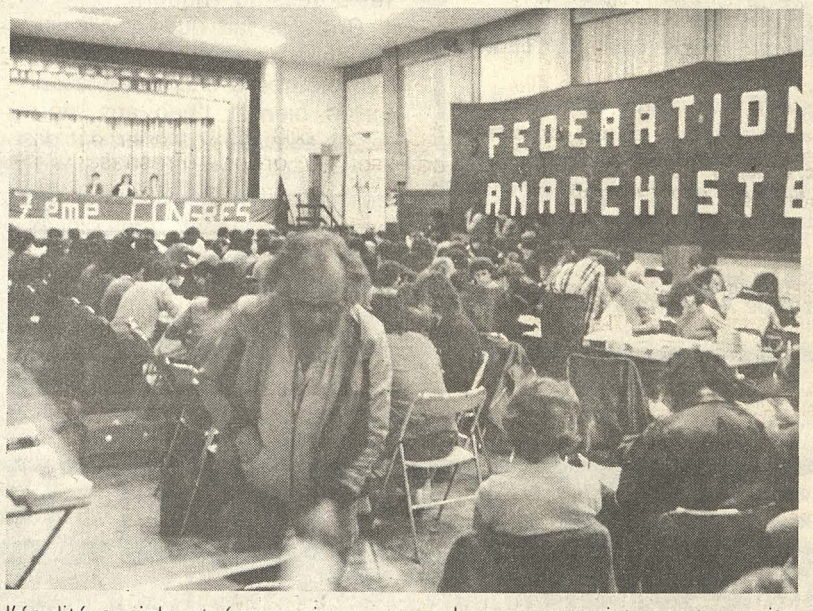
Après avoir travaillé sur les structures internes de l'organisation et tiré le bilan des campagnes menées depuis le congrès de Neuilly-sur-Marne, les congressistes ont analysé le résultat d'une année de gestion par les socialistes. Confirmant une motion du dernier congrès où il était noté que l'Etat socialiste ne pourrait pas « changer la vie », car on ne peut à la fois satisfaire les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs, notre organisation constate l'abandon de toutes les promesses électorales, une fois de plus, que ce soit sur les 35 heures, sur l'énergie nucléaire, les réformes de l'armée ou encore sur les libertés individuelles.

De plus, comme nous l'avions prévu, le pouvoir socialiste et communiste étatise de plus en plus la société par les nationalisations, par sa politique d'intégration des centrales syndicales et par sa vision d' « un service public unifié » pour l'école.

Les anarchistes ayant un projet de société différente des socialistes, les congressistes n'acceptent aucun compromis avec le gouvernement. Opposés à toutes les structures étatiques, ils appellent par conséquent à l'abstention révolutionnaire aux prochaines élections municipales et mèneront particulièrement campagne sur ce sujet, en avançant leurs propositions concrètes de fonctionnement anarchiste des communes pour une société libertaire et fédéraliste.

Ils refusent la politique de l'extrême-gauche en général qui consiste à coller à la gauche en espérant ramasser des miettes et en pensant la déborder lorsqu'il y aura un mécontentement populaire.

En effet, les anarchistes ne cherchent pas à déstabiliser la société en débordant les socialistes par la surenchère, mais ils se battent pour construire une société ayant comme buts :



l'égalité sociale et économique ; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution ; le droit à l'éducation pour tous, quels que soient l'âge et le sexe ; l'organisation sociale d'une manière fédéraliste ; l'union libre et la liberté d'expression.

Les congressistes ont réaffirmé la nécessité de travailler dans le mouvement ouvrier, organisé ou non, afin de participer à la vie sociale et d'être présents dans la société et non dans un fictif ailleurs. Ils continueront à se battre aux côtés des travailleurs, pour défendre des acquis et pour obtenir des améliorations des conditions de vie des exploités (pouvoir d'achat, 35 heures, etc.), en expliquant ce que doit être l'objectif final, une société sans gouvernement, ce qu'est l'autogestion, comment cela fonctionne et au profit de qui, et ce que sont les moyens pour y parvenir. Pour mener à bien ces campagnes d'amélioration et obtenir satisfaction, les anarchistes continueront d'insister sur la nécessité de la lutte, sa forme d'organisation et la manière de la mener.

Les congressistes ont constaté le phénomène d'intégration des centrales syndicales à l'Etat, ainsi que la participation des ouvriers et de ces syndicats à la gestion des entreprises qui ne tend nullement à l'autogestion mais au contraire au néo-corporatisme dans lequel les travailleurs participent en réalité à leur propre exploitation.

Dans leurs lieux syndicaux, les anarchistes veulent tout faire pour que les syndicats demeurent indépendants. Les nationalisations ne sont que des étatisations. L'Etat-patron, c'est un système néo-corporatiste, comparable à une gestion néo-fasciste de la société.

Cela nous préoccupe énormément, car il y a des espaces de liberté qui diminuent. Nous pensons qu'un pouvoir comme celui-là, devant la montée du mécontentement populaire, en arrivera à l'utilisation de la force.

L'appareil d'Etat tente d'intégrer à sa dynamique tout un ensemble d'organisations, ce qui est également dangereux.

Le PS et le PC ont des choix de société bien établis. Le nôtre n'est pas le même. Il s'inscrit dans les revendications légitimes et quotidiennes et fait une large part à l'entraide avec les organisations anarchistes du monde entier, sur les positions de la Première Internationale.

Pour organiser de façon optimum la société, il faut d'abord se débarrasser de l'Etat. C'est cette structure qui est le principal désorganisateur de la société. On le voit bien dans l'affaire des Malouines ou en Pologne. Ce sont là des preuves de l'échec de la gestion du monde par les Etats.

On peut nous traiter d'utopistes, mais nous constatons pourtant qu'il n'est pas possible de faire pire.

Les congressistes ont ensuite réaffirmé les axes d'intervention de leur organisation. En plus des luttes ponctuelles dictées par l'actualité sociale et politique, les militants réunis en ce 37e congrès ont défini différents thèmes de campagnes spécifiques qu'ils mèneront.

Ce sont des campagnes : pour l'abstention aux élections municipales, poursuivre la campagne antimilitariste, l'accroissement des moyens d'expression de la Fédération : Publico, *Le Monde libertaire* et les radios libertaires. Plus que jamais, l'organisation spécifique est nécessaire pour que nous soyons plus forts dans nos propositions et nos actions. Impliqués dans différentes actions, les anarchistes organisés au sein de la Fédération anarchiste continueront leur propagande dans différents domaines (liberté d'expression, consommation, etc.) et travailleront à leur implication effective dans la vie sociale à travers des associations existantes ou qu'ils pourront créer.

Cette année 1982 aura marqué un net développement de notre organisation. Le point fort de ce congrès — le plus important et fructueux depuis celui de Ris-Orangis et Boussy-Saint-Antoine, aura été la volonté de renforcer les moyens d'expression de la FA et de tendre toujours plus à la construction d'une société anarchiste.

Fédération anarchiste

ÉDITORIAL

LA réussite du conflit engagé par les travailleurs de Citroën n'est pas étrangère au démarrage de la grève à Talbot-Poissy. La main-d'œuvre y est la même, en majorité immigrée, et par le biais des liens familiaux et de communauté, sans oublier l'impact des médias, l'exemple de Citröen a amené les travailleurs de chez Talbot à réagir.

Il faut dire que Talbot (ex-Simca) est le véritable noyau à partir duquel la CSL s'est implantée dans l'industrie automobile. Si la situation y est à peu près la même que chez Citröen, l'influence de la CSL y est encore plus pesante. Rappelons que, malgré la présence d'une quarantaine d'inspecteurs du travail pour surveiller le déroulement des dernières élections professionnelles, la CSL y avait obtenu 59% des voix, contre 25% à la CGT et 9% à la CFDT.

De plus, la prise de contrôle de Talbot par Citröen a amené la direction à aligner peu à peu les salaires. Ceux-ci ayant été longtemps supérieurs chez Talbot, les dernières années ont vu un recul important du pouvoir d'achat. Ce qui fait que depuis plus d'une semaine les ouvriers commençaient à parler entre eux de débrayer.

Il ne fait pas de doute qu'ils s'engagent dans un conflit qui s'annonce long et difficile. Tout le problème consiste aujourd'hui à étendre la grève au-delà du seul bâtiment de production (le plus important) actuellement dans l'action. Pour l'instant, la grève est très forte ; le noyau initial (5 à 600 grévistes sur 2 000) a doublé dès le deuxième jour de grève. Il est donc important de dire, face à la désinformation des patrons, que cette grève est une grève majoritaire.

Face à l'agression des commandos armés de la CSL et de la direction, le respect de la liberté du travail est un faux débat. Dans ce type de conflit, la défense physique du droit de grève par l'occupation des locaux de travail est la seule action envisageable. N'en déplaise aux libéraux de tous poils, il est des moments où la lutte des classes s'avive jusqu'à faire naître une opposition irréductible entre deux camps. A partir de là, il faut choisir le sien !

Si cette nouvelle lutte débouchait positivement, au moins sur le recul de la CSL, cela constituerait pour tous les syndicats-maison un échec cuisant. Se débarrasser dans les entreprises de la vermine fasciste, voilà l'enjeu des conflits aujourd'hui dans l'automobile. C'est bien sur ce terrain, plus que sur celui des revendications salariales, que pourront se mesurer les acquis permettant la reprise du travail. Mais la direction de Talbot ne l'entend pas de cette oreille. Il faut qu'elle sache pourtant (et les affrontements l'ont montré) que les travailleurs en lutte sont prêts à tout pour faire respecter leurs droits. Unis et déterminés dans une grève qui a démarré spontanément, voilà sans doute la clef du succès.

en bref...en bref...

• Régis Guilcher est aux arrêts de rigueur depuis le 17 février pour refus de porter l'uniforme. Régis s'est vu refuser l'accord du statut d'objecteur par la commission juridictionnelle. En ce moment, il est à la prison de Gradignan (33170) et en grève de la faim depuis le 23 mai. Il doit normalement passer en procès au TPFA de Bordeaux, rue de Pessac, le 18 juin 1982 à 9 heures. Alors, vous savez ce qu'il vous reste à faire ! De plus, le GRAAB (groupe antimilitariste) tient ses permanences le jeudi de 18 h à 19 h 30, 47, rue de la Devire, à Bordeaux.

• Les militants de la Fédération anarchiste de Noyon participeront à une soirée-débat sur le syndicalisme, soirée organisée par l'association noyonnaise « Libres Paroles ». Thèmes abordés : aperçu historique sur le syndicalisme ; les différents syndicats aujourd'hui ; l'action possible des militants libertaires à l'intérieur des syndicats. Cette soirée aura lieu le mardi 15 juin à 20 heures, au sous-sol de la mairie de Noyon.

• Georges Lair, militant anti-carcéral et combattant de la liberté a été condamné le samedi 15 mai 1982 par les Assises de Pontoise à 8 ans de réclusion criminelle. Pour en savoir plus : Gabrielle et Michel Matisse, Comité de soutien à Georges lair, 117, rue de Paris, 94420 Charenton-le-Pon.

• On nous signale que le numéro 6 d'*Infos et analyses libertaires* devrait paraître sous peu. Au programme : Bella, radios libres (enquête), FPA : la rentabilité, Golfech, etc.

Golfech, avis de décès

LES 29 et 30 mai, la coordination antinucléaire de Golfech a appelé à un rassemblement. Au programme : le samedi, projection de films, forum de discussions, groupes de rock en soirée ; le dimanche matin, tournée des villages pour discuter avec la population, et en après-midi, manifestation offensive.

Sur les milliers de personnes attendues, quelque 500 ont daigné se déplacer. La fête s'est déroulée sans enthousiasme ; la déception se lisait sur presque tous les visages. Quant au dimanche, ce fut le coup de grâce.

La coordination « fantôme » appelle à une réunion pour décider des actions à mener. Après quelques heures, un groupe d'une centaine de personnes s'empare d'un camion et coupe la voie de chemin de fer, tandis que les autres restent sur le terrain, en badauds. Puis, en toute routine, les forces de l'ordre interviennent, et c'est la panique au parfum de lacrymogène.

L'échec des 29 et 30 mai a sa source dans la coordination qui n'a pas su résoudre ses propres problèmes. En effets, des non-violents dogmatiques étaient opposés à toute action offensive, voire à un rassemblement, et ont ensuite mené une campagne d'intox en criant au massacre à venir.

De plus, le manque d'organisation, d'objectif, et la non-venue de la population n'ont rien arrangé.

Quelle ironie ! Plusieurs milliers de gardes mobiles avec hélicoptères, canon à eau et auto-mitrailleuse contre quelques centaines d'antinucléaires découragés.

Les gens ne sont pas venus. Peur d'une manif offensive ? Je ne crois pas. Il y a déjà eu des appels à des manifs offensives et plusieurs milliers de personnes s'étaient déplacées.

Alors, ras-le-bol ? L'échec de ce rassemblement remet en cause l'avenir du mouvement antinucléaire, du moins sous sa forme actuelle.

Laisserons-nous construire Golfech et le reste ?

Patrick (groupe A. Camus de Toulouse)

SEPT CHEFS D'ETAT A VERSAILLES

LA première bougie du gâteau socialiste vient d'être soufflée à Versailles par les sept chefs d'Etat représentant le monde occidental. Ces trois jours passés dans le palais du Roi-Soleil démontrent principalement que le capitalisme en crise n'a rien à craindre du socialisme gouvernemental qui fait de véritables efforts pour rassurer les exploiteurs craignant un tant soit peu pour leurs bas de laine.

Dans la ville de Versailles, nous avons pu constater que le prêtre de l'unité nationale tenait à ce que la réception soit glorieuse, pensez donc, des mois de travaux ont redonné de la beauté au palais, des semaines de déviations ont permis la rénovation des rues amenant à l'endroit de la réunion, charitables initiatives dont le but est de cacher la mauvaise gestion municipale, car il faut bien savoir que la ville possède ses quartiers miséreux où s'entassent des ouvriers smicards et des travailleurs immigrés, et que cette gêne sera dissimulée pendant 72 heures par les barrières dorées du Trianon.

Outre le fait que la ville soit devenue un vaste chantier dont les retombées financières assailleront bientôt l'habitant, nous avons admiré le déploiement des forces policières et militaires : des milliers de képis postés aux endroits présumés stratégiques, des contrôles de véhicules dans la semaine précédant les débats, des rondes incessantes de véhicules et d'hélicoptères afin de dépister l'eventuel terroriste — pensez, la CIA a exigé que des batteries anti-aériennes soient placées dans le parc ! Thatcher ne sera pas dépaysée et Hernu louera une nouvelle fois le bien-fondé du chien de garde de l'Etat qu'est l'armée.

Toutes ces précautions ne nous ont pas empêché de dénoncer la solidarité des exploiteurs qui se sont réunis dans la ville afin de restructurer le capitalisme en crise.

Mais nous devons faire remarquer qu'un oubli a été fait dans cette réunion. En effet, le camarade Brejnev et le compagnon Deng Xiaoping n'ont pas daigné assister aux débats liés à leurs intérêts directs. Il semble qu'ils aient préféré les prairies polonaises ou cambodgiennes au charme discret de Versailles.

Il est bien sûr évident que les anarchistes ne peuvent que s'opposer avec force à ce genre de réunions visant à un meilleur fonctionnement de l'Etat, et ils clament bien fort leur refus catégorique des deux formes de capitalismes séparées pour un week-end, mais sans cesse solidaires pour freiner l'émancipation de l'individu.

Seule l'abolition de l'Etat permettra d'instaurer dans le monde une véritable solidarité basée sur le fédéralisme et la gestion des besoins et des moyens, et seul l'anarchisme facilitera cet avènement vers la liberté.

Roger (groupe de Versailles)

GALA DE SOUTIEN A RADIO LIBERTAIRE

LUNDI 28 JUIN — 20 h (précises) — BOBINO

émet sur Paris et proche région tous les jours sur 89,5 MHz

ERRATUM

Deux erreurs de chiffres sont parues dans le compte rendu du *XXXe congrès de la FNMF* dans *Le Monde libertaire* du 27 mai.

Il faut, en effet, lire : « Il est vrai que 8 000 sociétés environ, qui composent la Fédération nationale... », et non pas 500. D'autre part, dans l'avant-dernier paragraphe, « la FNMF regroupe 12 millions de cotisants, ce qui représente environ 23 millions d'ayants droit » et non pas 23 milliards. Mais les lecteurs avaient sûrement rectifié d'eux-mêmes !

FIN DE LA GRÈVE A LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

LE mouvement a pris fin jeudi 3 juin. Par vote à main levée, la majorité des grévistes a décidé la reprise du travail. Rien n'a été obtenu.

Il est important de prendre conscience que cet échec cuisant aura des répercussions, sans doute à long terme, sur les possibilités futures de mobiliser les employés de cette banque.

Rien n'a été obtenu, mais il faut dire que rien n'a été ménagé pour démolir le mouvement :

En onze semaines de grève, la direction de la Société générale s'est refusée à toute négociation ; elle a loué des locaux pour faire travailler les non-grévistes d'immeubles occupés ; elle a investi du matériel, employé des intérimaires, mobilisé maintes fois la flicaille, utilisé le chantage à la révocation des grévistes.

En onze semaines de grève, la presse a sciemment minimisé le mouvement, et quand elle en a parlé, elle s'est obstinée dans les contre-vérités.

En onze semaines de grève, le gouvernement régulièrement interpellé a couvert sans restriction les manœuvres d'occultation et de répression de la direction de la Société générale, les groupes parlementaires PC et PS de l'Assemblée nationale ont respectivement « pris note » et « posé une question orale à Delors » (... réponse par le fait...).

En onze semaines de grève, à laquelle avaient appelé CGT, FO et CFDT, les syndicats, malgré la volonté unanime de ne pas céder, des grévistes ont régulièrement baissé le ton. La CGT et FO ont même fini par trahir en signant un accord bidon avec la direction.

Tout a été mis en œuvre, et comme il a été dit dans un précédent ML, c'est donc une coalition sans précédent qui s'est mise en travers de la route des employés en lutte.

Mais à la réflexion, tout a-t-il été vraiment vain ?

La démonstration n'a-t-elle pas, à l'occasion de la grève de la Société générale, été faite une fois de plus de la complicité — la communion — entre l'Etat socialo-communiste et le pouvoir patronal capitaliste ?

Ceux qui ont suivi ce mouvement savent que le problème dépassait donc largement les frontières de la Société générale. La plupart prennent conscience aujourd'hui que faute de s'étendre, le mouvement était voué à l'échec. Beaucoup savent, maintenant, que seul l'élan populaire permettra aux travailleurs de prendre leur destin en charge.

Et qu'on ne s'y trompe pas. La foultitude de conflits sociaux qui germent ça et là dans notre pauvre royaume de France, c'est le signe avant coureur que les lendemains des pouvoirs politique et économique ne sont pas si roses qu'ils l'espèrent encore.

P.P.

HÔPITAL SAN SALVADOUR : LES TRAVAILLEURS EN DISSIDENCE

L'HÔPITAL San-Salvadour, situé à Hyères (Var) et qui fait partie de l'Assistance publique (AP) de Paris, accueille essentiellement des enfants encéphalopathes (handicapés mentaux profonds, la plupart du temps handicapés moteurs aussi).

Cela fait déjà plus de deux ans qu'un ras-le-bol quasi général règne parmi le personnel. Le travail des hospitaliers (80% du personnel) vis-à-vis de ces enfants est très lourd, ne serait-ce que pour assurer les soins, l'hygiène et la sécurité. Or, des tâches sans cesse croissantes sont exigées de chacune (80% de femmes) et de chacun par une direction autoritaire, pleine de suffisance, bien plus soucieuse de ses intérêts particuliers que de ceux de la collectivité. Pour asseoir sa domination, la direction s'appuie sur toute une partie de la hiérarchie « aux ordres », afin de déployer tout un arsenal répressif (mutations, vexations, ponctions sur la prime de service, brimades diverses, etc.).

Le conflit actuel est la conséquence de cette situation. Depuis le 17 mai, les travailleurs, avec l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO), exigent la satisfaction des revendications suivantes :

- embauche immédiate de 50 hospitaliers (dont 10 infirmiers) ;
- remplacements systématiques lors des congés de tous types (annuels, maternité, formation, syndicaux...) ;
- révision du plan directeur (qui prévoit le passage de 423 à 360 lits d'ici 1990, sans aucune garantie pour l'emploi) ;
- concertation réelle, avec les représentants du personnel, pour tout ce qui concerne la vie de l'hôpital.

Pourquoi ces exigences ?

- parce qu'un hôpital n'est pas une prison ; les enfants ont besoin d'activités diversifiées, de soins de qualité, de sortir des murs de l'hôpital. Il faut donc du personnel supplémentaire en quantité et en qualité, afin de travailler moins et mieux, pour notre bien-être et celui des enfants ;
- parce que les améliorations sociales concédées aux travailleurs, si minimes soient-elles, doivent jouer à plein et permettre de créer des emplois (mieux vaut un travailleur à l'hôpital qu'un soldat à la caserne) ;
- parce que le personnel en a assez de l'omnipotence d'un directeur qui décide de tout et pour tous : la vocation d'un hôpital doit être l'affaire de tous ceux qui y travaillent, des malades et des populations locales. Prenons nous-mêmes en main notre propre santé. Supprimer des lits est absurde : nos enfants sont des malades bien trop « lourds » pour être soignés à domicile. L'hôpital existe, gardons-les et ouvrons l'hôpital sur l'extérieur ! La gauche au pouvoir poursuit la politique précédente de suppression des lits à des fins de pure rentabilité, sans mettre en place une autre alternative : les naïfs crieront à la trahison, mais certes pas les anarchistes qui ont toujours su ce que valent les promesses électorales ;
- parce que la concertation, ça n'est pas la collaboration, même si elle doit subir les limites du système dans lequel nous évoluons et qui n'a certainement pas été ébranlé le 10 mai 1981 ! Il s'agit, pour nous, d'éviter les bourdes des technocrates, de limiter les prétentions de la direction et de ses petits chefs, de donner un peu plus de sens à notre travail.

Le caractère que revêt la lutte est exemplaire : toutes les décisions sont prises, sur le fond comme sur la forme, en assemblées générales du personnel et à main levée. Bien souvent, nous, délégués syndicaux, sommes surpris par la motivation du personnel, sa clairvoyance, son engagement dans des actions qui n'avaient jamais eu lieu auparavant à San-Salvadour : débrayages quotidiens de quatre heures, grève du zèle, ralentissement de la circulation avec distributions de tracts devant l'hôpital, irruption de délégués chez le chef du personnel, intervention de 150 travailleurs en pleine commission de surveillance et dénonciation de la mascarade que représente cette commission de pure collaboration, autodafés des listes de relevé des grévistes (refus de les remplir de la part de quelques surveillantes et chefs d'équipe)... Quel bonheur pour un secrétaire-adjoint de syndicat que d'être quelque peu débordé par « sa base » !

Après treize jours de lutte, les délégués syndicaux sont convoqués à la direction générale de l'AP (qui seule peut trancher pour les embauches) pour le 2 juin. Ceci n'est qu'une étape du conflit car l'intersyndicale ne signera quoi que ce soit sans l'accord préalable des travailleurs auxquels nous soumettrons les propositions faites par la direction et eux seuls décideront en assemblée générale souveraine de l'arrêt ou de la poursuite de la lutte. (Précisons au passage que sur cette conception de la démocratie directe, c'est le point de vue de la CGT locale qui a prévalu).

L'action pour l'avènement d'une société socialiste libertaire doit se concrétiser dès aujourd'hui dans les luttes qui naissent un peu partout dans les entreprises, dans les communes..., et c'est à nous, anarchistes, de tout faire pour que ces luttes ne soient pas dévoyées par les professionnels du syndicalisme, mais soient prises en charge par l'ensemble des travailleurs inorganisés ou organisés dans des syndicats qui se doivent d'être tout à fait indépendants des partis politiques, car ces derniers ont toujours été, de droite ciales.

Jean-Claude (groupe Région toulonnaise)

LES COMITÉS LOCAUX POUR L'EMPLOI

MAINTENANT que les préfets sont devenus les commissaires de la République et que les conseils généraux aspirent à gérer l'économie de leurs cantons, quand bien entendu Defferre et le gouvernement socialiste voudront bien leur en donner les moyens, il ne manquait plus qu'à créer les structures pour associer à la démocratie locale les organisations syndicales des travailleurs.

La lacune est comblée avec la création des comités locaux pour l'emploi. A la table commune siègent les dignitaires de la nation, cela va sans dire, les représentants du ministère du Travail ainsi que les représentants des organismes professionnels, patronat oblige, et les syndicats ouvriers. Chacun aura plus de sièges qu'il ne sera parfois en mesure de remplir... Pour disserter sur l'emploi...

Les comités locaux, pour quoi faire ?

Eh bien pour expliquer en premier lieu au patronat l'intérêt des contrats de solidarité et l'intérêt supérieur pour le pays de créer des emplois. Les réserves de chômeurs devenant de plus en plus pléthoriques, le pouvoir s'émeut, vocifère, implore l'aide de tous et pourquoi pas l'aide du ciel dans cet élan que Mauroy voudrait œcuménique pour terrasser le « mal qui ronge la jeunesse ».

Si le chômage est un produit de Satan, conjurons le mal à l'eau bénite. Mais si le chômage était l'inéluctable conséquence des contradictions d'un système économique qui ne peut survivre qu'en constante expansion ?

Les remèdes à proscrire seraient-ils les mêmes que ces emplâtres sur des jambes de bois que sont les contrats de solidarité ?

Une jungle de textes

Parmi l'arsenal impressionnant des mesures offertes à l'artisanat ou à l'industrie pour l'incitation à l'embauche, qui vont de l'exonération pendant douze mois de la moitié des cotisations patronales de Sécurité sociale, l'exonération des charges sociales pour l'embauche des apprentis, les primes à l'embauche et l'allègement des cotisations obligatoires, les contrats de solidarité représentent le fin du fin d'un cadeau sans contrepartie sérieuse pour le patronat.

Il existe trois formules dans le contrat de solidarité : 1) aide à la diminution du temps de travail ; 2) préretraite démission ; 3) préretraite progressive.

Sans conteste, la formule la plus usitée est la préretraite démission. Elle garantit aux salariés « démissionnaires » 70% du salaire brut moyen des douze derniers mois. (Ces sommes sont prises en charges par l'UNEDIC et le Fonds national pour l'emploi.)

Un cadeau inespéré au patronat

D'abord il faut signaler que l'initiative de la démission revient au salarié et que souvent cela crée un blocage psychologique, mais qu'en fin de compte seuls les salariés disposant de revenus importants peuvent subir un abattement de 30% de leur salaire sans trop remettre en cause les besoins vitaux de l'existence.

D'autre part, le patronat s'engage seulement à maintenir ses effectifs constants jusqu'au 31 décembre 1983.

L'employeur dispose d'un délai de trois mois pour remplacer le salarié démissionnaire. Astuce sublime, l'employeur n'est pas tenu de réembaucher au lieu de départ du salarié démissionnaire.

Pour les entreprises à succursales multiples, les restructurations d'effectifs, rendues difficiles voire impossibles dans le cadre des conventions collectives, deviennent un jeu d'enfant grâce aux contrats de solidarité préretraite démission. Qui plus est, les salariés les plus âgés, qui ont en général les plus hauts revenus, seront remplacés par des salariés de moins de 26 ans et donc moins payés.

Restructuration indolore, gains sur la masse salariale, économie de trois mois de salaire par salarié remplacé. Quelle aubaine pour le patronat ! Après les nationalisations, le gouvernement socialiste continue la distribution des cadeaux... au patronat... Pourvu que ça dure, se dit Chotard au CNPF !

Et dire que les comités locaux pour l'emploi ont pour mission de diffuser l'information sur le terrain en quelque sorte, apporter aux salariés et au patronat la « bonne parole » comme de bons samaritains socialistes.

Partage de l'emploi — Partage des revenus

Les comités locaux pour l'emploi sont les structures de base pour coordonner les directives gouvernementales en matière d'emplois, de formation professionnelle, mais aussi pour assurer la popularisation des thèses gouvernementales en matière économique et faire ainsi partager la responsabilité politique du pouvoir entre l'ensemble des partenaires sociaux. La gestion tripartite Etat-patronat-syndicat s'inscrit dans la logique de la démocratisation de l'économie, ce que les socialistes appellent le début de l'autogestion.

L'autogestion, mode socialiste, ne serait donc rien d'autre que la collaboration de classes et la réalisation des thèses sociales chrétiennes sur le bien commun qui gommerait les antagonismes sociaux. Et pour parvenir au plus tôt à la trêve, les travailleurs se doivent de faire des sacrifices pour que ne soit pas remis en cause l'ordre capitaliste dans le cadre d'une récession généralisée de l'économie.

Au cœur de l'action, Edmond Maire n'y va pas par quatre chemins et continue à prôner l'austérité du haut de la tribune du congrès confédéral de Metz. Certes, il a été un peu chahuté quand il a affirmé qu'il ne pouvait y avoir de bonheur durable pour la classe ouvrière sans « rigueur et sacrifices », mais les contestataires n'ont pas été nombreux pour imposer un changement d'orientation de la CFDT.

Dans tous les discours d'Edmond Maire, on retrouve en permanence les thèmes du christianisme social et cette crise morale de la recherche du « paradis perdu » et des tendances sacrificielles qu'elle engendre.

La CFDT confond toujours la lutte des classes et la justice chrétienne. En ce sens, elle ne représente nullement les intérêts de la classe ouvrière, mais sert uniquement de faire valoir à la politique d'austérité mise en place par le gouvernement de gauche.

Le mouvement syndical aurait dû boycotter les comités locaux pour l'emploi en laissant aux élus de la nation la responsabilité de gérer la misère d'un système économique qui s'étiole parce que ses débouchés se réduisent de toutes parts. Certes, par-ci par-là quelques unions départementales se sont abstenues. Mais le courant réformiste dans les syndicats est toujours de loin majoritaire et rien n'est plus difficile sur le plan des idées que de lutter contre les atavismes. Comme si le fait de se réunir autour d'une table était générateur d'emplois.

On ne peut combattre la médiocrité que par la bêtise. Sur ce plan, faisons confiance à nos gouvernants pour qu'ils se sabordent eux-mêles, mais si nous le pouvons, aidons-les quelque peu, ne serait-ce que pour hâter la fin de l'imposture.

Cela faisait longtemps que n'était apparu avec autant d'acuité l'antagonisme entre partis et syndicats. Les intérêts de la classe ouvrière ne seront jamais ceux du patronat, et le mariage entre politique et syndicalisme est un acte contre nature, une mésalliance coupable qui laisse des séquelles durables dans l'histoire meurtrie du mouvement ouvrier.

Jean-Claude RICARD

CFDT/METZ

ETAIENT présents 1 700 délégués représentant 22 814 mandats, 22 257 ayant seulement eu droit à s'exprimer. C'est la première surprise de ce congrès qui en a comporté d'autres.

Ce qui apparaît de suite, c'est l'espionnage sur les notes, la chasse aux mandats blancs, c'est-à-dire ceux qui sont sans consignes précises de vote, émanant bien souvent de petits syndicats.

Comme nous l'avons déjà annoncé dans le *Monde libertaire*, à la radio dans *Chroniques syndicales*, ce congrès sans amendement retenu venant de syndicats d'opposition laissait un blanc difficile à remplir pour cette opposition confédérale ; seul le rapport général pouvait et a permis d'apporter les critiques, en se définissant soit en pour soit en contre sur le vote du *quitus* à l'équipe confédérale sortante, seul moment d'angoisse pour celle-ci.

Ce qu'il faut savoir, et les médias en ont peu parlé, concerne le déroulement du congrès qui prévoyait mardi après-midi une intervention sur le rapport général ; mercredi matin, résolution sur les retraités et vote ; suite du rapport général, etc., et vote du *quitus*.

L'amendement sur les retraites : 10 028 pour, 9 824 contre, 1 803 abstentions. Ce vote a permis dès son adoption à la majorité confédérale d'empocher 5 à 6% de mandats supplémentaires.

C'est là une autre grosse surprise de ce congrès car dès cet instant, il faut par rapport aux chiffres donnés soustraire ces 5 ou 6% (en données brutes). Alors, le *quitus* de 59% — meilleur que celui de Brest — n'est plus aussi évident.

Pourtant, l'opposition confédérale a dû en grande hâte se chercher d'abord et se retrouver dès le premier soir dans une salle, afin d'élaborer un texte commun (voir encart).

Alors, cette opposition, que représente-t-elle ? A l'appel des cheminots de Villeneuve-Saint-Georges se sont retrouvés présents des trotskystes, des opposants sans ligne politique ou étiquette définie, des anarcho-syndicalistes.

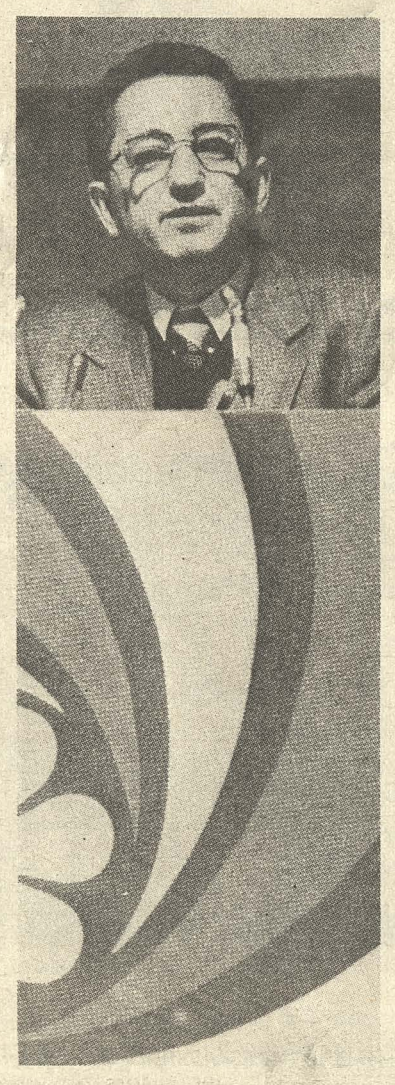
La Ligue, fidèle à son habitude de récupération, a essayé d'imposer ses objectifs, et a échoué. Cette opposition s'est structurée est s'est renforcée par la suite puisque de 85 syndicats, elle finit par regrouper 130 syndicats sur le texte final ; un engagement de poursuivre ce débat, notamment en région parisienne. Les interventions les plus dures par rapport à la confédération sont le fait des syndicats des secteurs durement touchés par la crise (Hacuitex, Métaux) où le discours confédéral passe mal.

Le vote pour le bureau national, autre moment angoissant pour ces « professionnels » du syndicalisme que sont les permanents. La surprise, c'est la non-élection de Lichtenberger, secrétaire général de la Fédération générale des Services-Livre (FGSL). Ce ponte syndical aux dents longues. Son élection n'avait pour but que de lui permettre d'accéder au siège de secrétaire général de la confédération (les bruits de couloirs le désignaient comme le successeur d'Edmond Maire).

Pour mieux situer le personnage (mal aimé du congrès, bien aimé de la presse), cet ancien des *Cahiers de Mai* (maoïste) s'est installé confortablement dans l'organisation depuis le congrès confédéral de 76 à Bombannes. A Brest, en 78, il fut le seul à revendiquer les 35 heures avec perte de salaire — sans mandat de sa fédération. Ce n'est pas un hasard si un grand nombre de syndicats de cette fédération ont signé le texte d'opposition (Bétor, SPS, Hôtellerie, Commerce, Service-Livre, syndicats de Lilles, Roubaix, Tourcoing, Assurances-Lille).

En conclusion, on peut dire que Maire a gagné son pari. Il est parvenu à faire passer son point de vue dans la majorité de l'organisation. Mais la grogne s'est étendue à la base, par rapport au thème difficile des nouvelles solidarités qui amène la CFDT à demander que les fonctionnaires participent à combler le déficit de l'assurance-chômage. L'opposition à la ligne confédérale s'en est trouvé renforcée en nombre, et ce n'est pas négligeable, même si son extrême diversité de sensibilités politiques ne lui permet pas d'envisager sérieusement de présenter une orientation cohérente à opposer à celle de la majorité.

La Fée Carabosse



Déclaration de l'opposition

De nombreux syndicats ont montré cette dernière année leurs inquiétudes et leurs désaccords avec la Confédération, notamment :

- lors de la signature du protocole du 17 juillet 81, ou d'accords de branche défavorables aux travailleurs(es),
- lors de la prise de position publique pour la non-compensation salariale de la réduction du temps de travail malgré les décisions de Brest et avant que le débat, en cours dans l'organisation, ne soit démocratiquement tranché,
- à propos de la remise en cause de l'unité d'action prioritaire avec la CGT,
- à propos de l'indépendance syndicale qui suppose le maintien et la défense des revendications.

Ces exemples illustrent une orientation confédérale qui favorise une pratique de négociation à froid au détriment de la mobilisation des travailleurs(es) pour créer le rapport de force et gagner sur nos revendications.

Cette orientation ne nous permet pas, dans nos secteurs et entreprises, de faire face à la politique patronale et aux conséquences des choix gouvernementaux.

Pour « faire passer » cette orientation qui tourne le dos aux acquis de 1970, le fonctionnement de la confédération devient de plus en plus centralisateur. A un large débat démocratique, il est préféré les interventions publiques du secrétaire général mettant les syndicats devant le fait accompli.

Dans le même sens, le choix des amendements retenus pour le 39e congrès ne permet pas d'avoir clairement un débat sur ces problèmes.

Regroupés ou non par régions, fédérations ou plus largement, des syndicats ont participé aux débats par les contributions ci-jointes.

C'est pour mettre un coup d'arrêt aux remises en cause des acquis de la CFDT, tant dans son fonctionnement que dans son orientation, que les syndicats soussignés prendront leurs responsabilités en ce qui concerne le vote du quitus.

Ils tiennent à souligner devant le 39e congrès leur volonté de poursuivre le débat sur les revendications et les mobilisations nécessaires pour les faire aboutir, sur les perspectives de sortie anticapitaliste de la crise et de construction du Socialisme autogestionnaire.

AVANT LE CONGRÈS CGT

D'UN million neuf cent mille syndiqués parmi les travailleurs actifs à un million six cent mille, chiffres officiels ; baisse de trois pour cent annoncée récemment par le ministère du Travail aux votes des comités d'entreprises de 1976 à 1978 ; une militante responsable qui se suicide en précisant que la pratique et l'orientation de la CGT y sont pour quelque chose ; des syndicats qui se réunissent dans une coordination pour Solidarnosc qui recueillent dix millions d'anciens francs et dix mille signatures de cégétistes solidaires avec les travailleurs polonais ; des démissions en chaîne du bureau confédéral, un secrétaire confédéral — et socialiste — qui dit le contraire de ce qu'affirme le secrétaire général — membre du bureau politique du Parti communiste — à la télévision, le bilan est lourd pour la direction de la CGT.

Il ne s'agit pas encore d'un désastre ; ce pourrait être le début d'un déclin. En tout cas, c'est l'effritement.

Voilà la toile de fond du 41e congrès de la CGT qui va se réunir à Lille du 13 au 18 juin.

Pourtant, la machine est prête ; les nœuds ont été serrés vigoureusement par l'appareil, qui sait faire cela et le fait bien.

Alors ne pensons pas qu'à ce congrès se dessinera une opposition ayant quelque importance. Seuls des isolés apparaîtront, au milieu de la réprobation générale.

Un congrès de la CGT, ce n'est d'ailleurs pas un lieu où se construit un débat réel ; c'est un acte public d'allégeance à la direction ; c'est le moment où le lien du PC avec le syndicat s'établit avec force et solennité.

Les problèmes, les divergences ont été réglés avant, ailleurs qu'à la CGT. Il est par exemple raisonnable de penser qu'après les interventions d'Henri Krazucki dans les médias et le résultat des cantonales, la direction du Parti socialiste a estimé qu'en échange de quelques postes dans les organes dirigeants, les militants socialistes devaient réduire leur pression contestatrice. Les perspectives d'une austérité de gauche pèsent lourd aussi ; et la CGT peut être un élément déterminant dans l'acceptation d'une telle politique par les travailleurs.

Il n'y aura donc pas d'élément nouveau au congrès ; ce qui aurait pu être tenté est mort il y a quelques mois déjà, quand est apparue l'impossibilité de lier dans une même démarche les dirigeants confédéraux en rupture, les syndicats oppositionnels et les groupes de militants indignés par le suivisme de la direction confédérale.

Ce lien n'a pu se tresser parce que les intérêts et les objectifs des « contestataires » n'étaient pas les mêmes dans le positif ; l'opposition à la direction actuelle était seule possible.

Quelle base commune entre ceux qui espèrent conforter le gouvernement socialiste, ceux qui veulent renforcer leur parti révolutionnaire, ceux qui font pression sur la ligne actuelle du PCF et ceux enfin qui militent pour le renforcement d'un syndicalisme de classe indépendant, voire pour un syndicalisme révolutionnaire ?

Les anarcho-syndicalistes sont présents dans ce combat ; ils en savent également les limites et les contraintes : maintenir et développer cette nébuleuse oppositionnelle unitaire pour montrer qu'on peut combattre le stalinisme sur le terrain syndical de la CGT tout en affirmant sans cesse que le problème de fond n'est pas le maintien de ce cartel informel, mais son dépassement dans une dynamique proprement syndicale.

Jean-Pierre GERMAIN

LES CHIENS DE GARDE

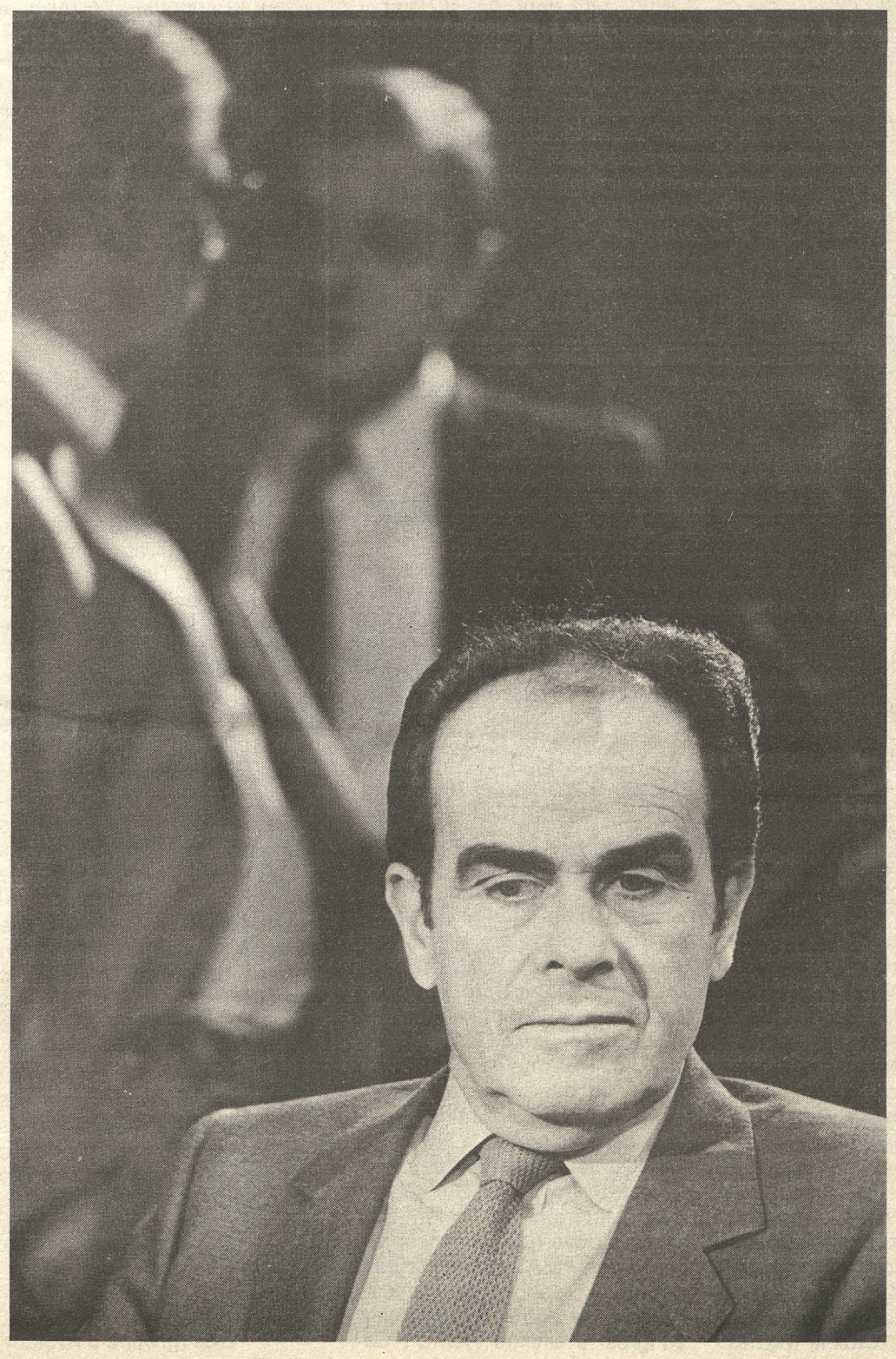
RAPPELEZ-VOUS, ce n'est pas si vieux, de 1978 au 10 mai 1981, les communistes ne manquaient pas une occasion de dénoncer et d'invectiver le traitre socialiste. Virage à droite, futur gestionnaire de la crise, ambition effrénée, volonté hégémonique..., les critiques succédaient aux insultes et les insultes aux critiques. Un véritable pilonnage. L'attaque en règle d'un ex-allié devenu par trop menaçant dans la course aux suffrages du « peuple de gauche ». La guerre, donc.

Et puis, brusquement, au soir du 10 mai, changement de tactique, retournement complet de stratégie. Les communistes rangeaient les critiques au placard et, humblement, imploraient l'adversaire de la veille pour participer avec lui et sur la base de sa politique au gouvernement du pays. Bref, dans le genre virage à 180 degrés, il était difficile de faire mieux !

Bien évidemment, pour justifier ce changement de ligne, les communistes avançaient un certain nombre d'arguments. Tout d'abord, ils s'affirmaient respectueux du choix du suffrage universel en faveur du Parti socialiste. Dans ces conditions, il leur semblait tout naturel de soutenir le programme de Mitterrand. Ensuite, ils faisaient ressortir qu'ils avaient participé de manière décisive à la victoire en appelant à voter Mitterrand au deuxième tour des présidentielles et pour le candidat de la gauche le mieux placé au deuxième tour des législatives. Enfin, ils expliquaient à qui voulait les entendre que la présence des ministres communistes au gouvernement constituait l'assurance d'une mise en œuvre effective du changement. Les ministres communistes, disaient-ils, seront sérieux, travailleurs, loyaux, solidaires et ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que les réformes aillent le plus loin possible.

On s'en doute, les véritables raisons du retournement de veste opéré par le PCF étaient ailleurs. Trois années de sectarisme à tous vents avaient conduit à l'échec de Marchais aux présidentielles et à un recul en forme de déroute aux législatives. Poursuivre dans cette voie eut donc été suicidaire. L'électorat de gauche aurait à la première occasion refusé de manière encore plus criante ses suffrages au PCF.

Dans ces conditions, le Parti communiste n'avait guère le choix. Il lui fallait coller au plus près aux aspirations « unitaires » de l'électorat et donc accrocher les wagons de sa survie politique à la locomotive rose. Là est l'explication du virage. Et puis, participer un temps au gouvernement, ce n'était pas seulement redorer un blason unitaire passablement terni par trois ans de comportement sectaire. C'était aussi l'occasion d'accéder à une certaine crédibilité. Des ministres communistes loyaux, sérieux, travailleurs, et chevauchant à perdre haleine le fier et noble alezan du soutien critique, ça ne pouvait que se révéler payant pour l'avenir. Unitaires mais critiques, cela permettait de se démarquer des socialistes embourbés dans la gestion de la crise. C'était tout à la fois profiter au maximum du présent et poser des jalons pour le futur. Un futur en forme de rupture, bien entendu. Un futur à l'odeur forte d'un rééquilibrage de la gauche au profit du PCF. Et, en attendant, il n'était pas interdit d'investir au maximum, en catimini, bien sûr, les espaces du pouvoir. Noyautons, noyautons, se disent depuis des lustres les docteurs ès dialectique du PCF, il en restera bien quelque chose.



Aujourd'hui, un an après ce virage stratégique, un an après que les socialistes aient consenti à ce que les communistes participent au gouvernement, qu'en est-il exactement de cette loyauté critique, de l'image de marque que l'on se proposait d'imposer et des jalons qui devaient être posés pour l'avenir ? En d'autres termes, depuis un an, le PCF et les ministres communistes ont-ils ou non réussi à tirer leur épingle du jeu réformiste ?

Pour ce qui concerne la loyauté, nul ne le conteste, les communistes et surtout leurs quatre ministres, ont été parfaits. Pendant un an, ils n'ont pas arrêté d'avaler des couleuvres grosses comme des boas, et ce sans broncher.. Simple affaire d'éducation, diront les mauvaises langues ! Après tout, être communiste, n'est-ce pas avant tout être apte à ce genre d'exercice ?

Quoi qu'il en soit, pour ce qui est d'avoir pesé sur le changement, sa profondeur et sa vitesse, les communistes sont passés complètement à côté de la plaque. La seule fois où ils ont fait preuve d'un peu de fermeté, c'est quand ils se sont abstenus lors du vote au Parlement sur la réforme de l'audio-visuel. Et il faut voir sur quelle base !

Bref, ils ont soutenu, soutenu et soutenu encore, et de ce fait le soutien critique qu'ils s'étaient proposés de mettre en œuvre s'est trouvé réduit à une simple caution de la politique socialiste du changement dans la continuité. L'échec, donc !

L'échec également pour ce qui est de se refaire une virginité dans l'opinion publique. Certes, les ministres communistes sont unanimement salués (sauf par ceux qui pensaient naïvement que la victoire de la gauche allait se traduire par un changement réel), comme des gens sérieux, travailleurs, compétents, capables de prendre des mesures impopulaires..., mais il n'empêche que la méfiance demeure. Un ministre communiste pour l'homme de la rue, même si c'est gentil, bien élevé, mesuré, pas un mot plus haut que l'autre, bonjour madame, mais bien sûr monsieur le Président, camarades il faut comprendre les difficultés du gouvernement et du patronat..., c'est toujours du genre trop poli pour être honnête. C'est ainsi, des décennies de présence communiste dans les mairies ou les conseils généraux ont appris au Français moyen à se méfier de leur « manie » de noyautage tous azimuts.

L'échec, enfin, dans le noyautage des différents ministères, administrations et secteurs d'activités dominés par les communistes ! Certes s'il y a eu échec en la matière, ce ne fut pas par manque d'efforts et de manœuvres en tous genres. Le « camarade » Fiterman, par exemple, notre ministre des Transports qui a rang de ministre d'Etat, s'est notamment entouré d'un cabinet composé exclusivement de communistes. Et il s'est adjoint une trentaine de collaborateurs officieux également tous communistes, certains venant d'autres ministères et étant rémunérés par leurs corps d'origine, d'autre venant directement de la place du Colonel-Fabien et étant payés sur les fonds secrets du ministère. Et c'est également la nomination de Pierre Perrod à la direction des transports terrestres, ce dernier recrutant lui-même ses collaborateurs sur la base de leur appartenance au PCF. Et c'est la nomination de Claude Quin comme président directeur général de la RATP. Et c'est les rapports « fraternels » avec la seule CGT et les coups de griffes aux autres syndicats. Et c'est tout un tas de pratiques du même ordre ! Et pourtant, toutes ces magouilles ne se sont pas révélées très payantes. Chaque mouvement de personnel dans les ministères tenus par les communistes est scruté à la loupe à Matignon et à l'Elysée. Le directeur de la SNCF, par exemple, André Chadeau, a été imposé par Matignon. A la RATP, Claude Quin a été flanqué d'un directeur général socialisant, et Pierre Perrod mis à part, tous les autres directeurs du ministère ne sont pas communistes (soit 14 sur 15). La commission Kahn chargée de préparer le projet de loi d'orientation des transports a été soigneusement truffée de socialistes. Bref, la méfiance des socialistes est systématique et réduit le noyautage à peu de choses.

Au bout du compte, on le voit, la participation des communistes au gouvernement n'aura pas été très payante. Ils n'ont pas réussi à peser sur le changement. Ils n'ont pas réussi à passer pour des gestionnaires loyaux et dépourvus d'arrière-pensées. Ils n'ont pas réussi à noyauter les espaces de pouvoir qui leur étaient impartis. Les électeurs continuent à les bouder (cf. les résultats des dernières cantonales), et les militants un peu saignants leur reprochent leur inefficacité. En d'autres termes, l'opération cheval de Troie aura été un échec complet. Les seuls à avoir profité de la présence communiste au gouvernement auront donc été les socialistes. Sans pratiquement de contreparties, ils ont exploité à fond le filon du soutien. Ils ont fait jouer aux communistes et à tous ceux qui sont dans leur sphère d'influence (CGT...) le rôle de chiens de garde de la paix sociale et nul doute que ce n'est qu'un début.

Les communistes, en effet, sont complètement coincés dans le cadre de la stratégie qu'ils ont adoptée. S'ils veulent limiter la casse de leur perte d'influence au niveau électoral (les municipales approchent et chacun sait que le PCF a construit en grande partie son empire sur les municipalités qu'il contrôle et qu'il est vital pour lui de s'y maintenir), ils sont condamnés à continuer à jouer le jeu du soutien. Un soutien quasi inconditionnel. Un soutien qui, dans la mesure où il a complètement évacué la critique, les coups d'une base militante qui ne cesse de renâcler. Un soutien qui n'est nullement payant dans la mesure où il ne contrebalance ni l'attirance de l'électeur pour un PS dominateur ni les effets « dévastateurs » du soutien communiste à la dictature politico-militaro polonaise. Dur !

Les communistes vont donc continuer quelque temps encore à jouer les chiens de garde du capital. Ils en ont l'habitude. A la Libération, le camarade Thorez disait déjà que « la grève était l'arme des trusts ». La seule différence avec le passé, c'est qu'aujourd'hui ils font ce sale boulot pour quelques os et qu'ils n'en retirent et n'en retireront aucun profit. C'est une différence de taille et nous n'aurons de cesse qu'elle s'amplifie car il faut le savoir, pour que nous puissions un jour matérialiser l'espoir dont nous sommes porteurs, il nous faudra passer sur le cadavre du capital et de l'Etat et sur celui du PS et du PCF. Dans ces conditions, plus les canines du chien de garde seront émoussées, plus la tâche sera aisée.

Hervé-Claude LAPIDAIRE

APRÈS GISCARD L'AFRICAIN... MITTERRAND L'AFRICAIN !

CONTINENT martyrisé, terre d'élection de la pègre financière avec son cortège d'experts, de bailleurs de fonds qui règnent en maîtres sur des populations soumises à la malnutrition et à la faim, l'Afrique poursuit sa triste destinée en dépit de multiples foyers de tension allumés par les divers impérialismes qui se sont partagés la planète.

Plus que jamais, l'Afrique reste un continent bâtard constitué d'une véritable mosaïque d'Etats, fabriqués par le colonialisme, divisés par de multiples cloisonnements ethniques, culturels, sociaux... Maintenus dans une exploitation féroce grâce aux divers rejetons locaux mis en place par le néo-colonialisme, ces Etats continuent à fonctionner sur les modèles occidentaux et ont le plus grand mal à devenir autonomes, que ce soit au niveau économique ou politique, face aux pays industrialisés, bien décidés à préserver leurs intérêts.

Zone privilégiée de l'impérialisme français, l'Afrique était en droit de se poser quelques questions avec l'arrivée de la gauche au pouvoir et avec elle toute une pléiade de militants anti-impérialistes qui, pour avoir pris au comptant quelques promesses électorales, connaissent aujourd'hui les larmes amères du désespoir.

Une affaire de famille

De de Gaulle à Giscard, la France se comportant comme un vulgaire Cuba, joua le rôle de gendarme de l'Occident en Afrique. En même temps, elle tissa les mailles d'un vaste filet néo-colonial dans le but d'asservir les anciennes colonies d'Afrique de l'Ouest ou d'Afrique centrale par une maîtrise des circuits monétaires, bancaires, de transports et de commerce, et par une politique de coopération contraire dans ses formes et ses objectifs aux intérêts des peuples.

Avec Giscard, la crapulerie règne en maître. D'une part, l'Afrique est devenue une véritable affaire de famille : le pépé, le papa, le tonton et les cousins ont tous des postes d'administrateurs dans des grosses sociétés africaines. D'autre part, la soldatesque française a eu en diverses occasions les moyens de prouver son « utilité » à chaque fois qu'il fallait soutenir un régime corrompu en butte à des insurrections à base populaire. Avril 1977 : Giscard envoie du matériel militaire au Zaïre pour sauver son pote Motubu ; mai 1978 : les troupes françaises renforcées participent activement aux combats contre les « rebelles » au Tchad ; mai 1978 : les paras français « nettoient » Kolwesi ; septembre 1979 : Dacko arrive à Bangui accompagné par les paras décidément moins rares que les éléphants africains qui servent de temps à autre de cibles à Giscard.

Les promesse socialistes

Le projet socialiste comportait une critique véhémente de la politique giscardienne en Afrique : « L'Afrique est aujourd'hui le champ privilégié du capitalisme sauvage. Les gouvernements de la Ve République ont une lourde responsabilité dans le développement des rapports néo-coloniaux qui se sont tissés depuis l'indépendance... Dans presque chacun de ces pays, dans presque chacune de nos relations, l'honneur et l'intérêt de la France commandent de prendre le contre-pied de cette politique. » Entre les deux tours de l'élection présidentielle, une étude de trente-deux pages intitulée « Le Parti socialiste et l'Afrique sud-saharienne » promettait une modification de la politique africaine du gouvernement français. Mais rien de véritablement concret n'émergeait d'un discours qui englobait l'Afrique dans une stratégie tiers-mondiste, généreuse et vaguement humaniste. Deux thèmes généraux étaient mis en avant : une nouvelle conception de la coopération qui devait être totalement remaniée. Devaient notamment être exclus de cette coopération les régimes racistes et ceux où les atteintes aux droits de l'homme « constituent en quelque sorte un principe de gouvernement ». Enfin, les socialistes prônaient un nouvel ordre économique mondial.

Après les discours, la réalité !

L'Empire colonial français s'est toujours fondé sous le couvert d'une mission civilisatrice et universelle. Et la gauche ne faisait que répéter un discours éculé. D'ailleurs, cette gauche mesquine avait déjà eu en quelques occasions, la possibilité de mettre en application son soi-disant internationalisme. Ainsi, de 1945 à 1947, communistes et socialistes participent au pouvoir. En dehors de leur combat pour un « colonialisme démocratique et avancé », ils se firent les agents directs de la répression coloniale quand ils n'en étaient pas les complices impuissants. L'énumération serait longue des révoltes et des conflits sociaux brutalement réprimés. Citons pour mémoire la répression sanglante (1947) contre l'insurrection malgache qui fit dans les 100 000 morts. Ce ne fut pas la SFIO de Guy Mollet qui sauva l'honneur perdu de la gauche. Rappelons-nous les interventions militaires dirigées par des socialistes sur le canal de Suez contre Nasser, le développement de la répression en Algérie, toujours à l'instigation des socialistes. Même sous Giscard, les socialistes restèrent étrangement silencieux : appui de l'intervention au Zaïre sinon dans la forme du moins dans le fond, minimisation de l'affaire des diamants...

Malgré l'histoire, l'arrivée d'un président socialiste au pouvoir en France a suscité en Afrique un certain nombre d'interrogations. Interrogations teintées d'inquiétude pour tous les potentats d'opérette qui, du Sahara au Cap, ont constamment pu s'appuyer sur l'aide bienveillante et résolue des précédents gouvernements qui leur ont permis de goûter les délices du pouvoir, puis de s'y maintenir accrochés au prix de nombreux massacres. Interrogations teintées d'espoir pour les populations soumises à un joug impitoyable qui entrevoyaient l'amorce d'une ère nouvelle synonyme de liberté retrouvée et de respect de leurs droits les plus élémentaires.

Après douze mois de gestion socialo-communiste, force est de constater que Mitterrand s'est avant tout employé à rassurer ceux-là mêmes que sa présence inquiétait, ceux-là mêmes qu'il y a encore peu de temps son parti fustigeait à l'occasion d'injustices un peu trop criantes. A l'inverse, le silence persistant des socialistes à propos des droits de l'homme en Afrique inquiète la majorité des Africains. En effet, les communiqués de Cheysson n'ont tendance à voir de l'arbitraire que dans les pays de l'Est ou en Amérique latine ! Une seule fois le PS s'est fendu d'un communiqué pour réclamer la libération des dirigeants de l'USFP au Maroc.

En quelques mois, le gouvernement n'a pas tardé à chausser les mêmes bottes que Giscard, les safaris en moins. Aucun débat public sur la politique africaine n'a eu lieu qui, une nouvelle fois, demeure l'apanage exclusif de l'Elysée. Mitterrand et son équipe ont constamment mis en avant « la nécessité de respecter les engagements de la France », les « responsabilités » de la France vis-à-vis de ses alliés face aux super-puissances. Que ce soit avec la conférence des PMA, Cancún, la conférence des chefs d'Etats de France et d'Afrique et le récent voyage de Mitterrand en Afrique, s'est dessinée une politique générale vis-à-vis de l'Afrique en particulier et du Tiers-Monde en général où les mots creux se sont succédé aux mots creux. La réalité, pour sa part, reste avant tout axée sur la rentabilité. Ainsi, dans *Le Monde* du 8 juillet 1981, J.-P. Cot s'exprimait ainsi : « La générosité à l'égard du Tiers-Monde s'identifie à l'intérêt bien compris de la France. » « Aider le Tiers-Monde, c'est s'aider soi-même », lui faisait écho Mitterrand dans son discours d'ouverture de la conférence des PMA. » Si c'est pas nous qui vendons les armes, ce sera les autres », concluait en gros le sinistre Hernu ! Ce sont sans doute au nom de ces principes qu'après avoir reçu Houphouët, Mitterrand a invité Léopold Senghor à son investiture, s'est amouraché avec Bongo et s'est découvert un parent dans la personne de Motubu. Dans le même temps, les échanges commerciaux, techniques et financiers se sont fortement développés avec... l'Afrique du Sud. Le pays de l'apartheid, grâce à la France socialiste, va enfin pouvoir disposer des 75 tonnes d'uranium enrichi qui vont alimenter la centrale nucléaire de Koeburg et qui lui faisaient défaut suite au boycott des pays industrialisés motivé par le refus des Sud-Africains d'adhérer au traité de non-prolifération.

Quelles perspectives ?

Mitterrand ne pourra gérer le système dont il a hérité que dans le sens de l'équilibre et de l'ordre économique, social et politique français. La France a tissé trop de liens économiques étroitements dépendants avec l'Afrique francophone et le gouvernement socialiste qui en aucun cas ne veut remettre en cause les structures économiques et de classes du système capitaliste, sera obligé d'en tenir compte et agira dans le même sens que ses prédécesseurs. En effet, l'équilibre de la France dépend de ses dominations en Afrique noire, qui lui fournissent une bonne part de ses matières premières et représentent un réservoir de première importance pour écouler ses productions industrielles ainsi qu'un débouché vital pour ses capitaux.

Dans ce cadre, et uniquement dans ce cadre, les socialistes ne pourront que conserver ou tout au plus rendre plus présentables des rapports économiques de domination et de pillage.

Les populations africaines comme les travailleurs français n'ont rien à attendre de bon des nouveaux tenants du pouvoir. Il faut casser les structures économiques qui ont imposé une division internationale du travail et le pillage incessant des pays du Tiers-Monde par les puissances industrialisées qui viennent impudemment étaler leurs fastes sous les lambris de Versailles. Il faut remplacer ces structures de domination par une société libertaire et fédéraliste. Si en Afrique noire l'anarchisme a difficilement pu s'implanter en tant que mouvement organisé, les concepts libertaires n'en sont néanmoins pas absents. La création d'une organisation anarchiste au Sénégal est, à cet égard, digne d'intérêt. Dans la conception de leur projet de société, les anarchistes sénégalais ont pris leurs distances à l'égard des théories et des modèles étrangers pour s'inspirer avant tout du contenu et de la forme des formations sociales sénégalaises et africaines analysées dans leur évolution historique et analysées dans leur contexte historique spécifique. Une lueur d'espoir pour les populations africaines...

Ben (groupe d'Amiens)

MOBILISATION EN ITALIE POUR FORTES

HISTOIRE D'UNE PROVOCATION

Jesus Emilio Fortes est détenu injustement depuis le 7 février 1982 dans les prisons italiennes, suite à une demande d'extradition faite par la magistrature espagnole de l'après-franquisme.

Parler de la magistrature de l'après-franquisme ne signifie rien si l'on ne précise pas que c'est la même qui laissa en liberté les fascistes qui, il y a plus d'un an, prirent d'assaut la Banque centrale de Barcelone.

Jesus est accusé de l'incendie de la discothèque Scala survenu le 15 janvier 1978 et dont on a fait porter la responsabilité aux syndicalistes anarchistes.

LE 15 JANVIER 1978

C'était la première manifestation légalement autorisée de la CNT, le syndicat anarchiste. Avant cette date, selon une loi de 1939, étaient considérés comme illégaux tous les syndicats non contrôlés par l'Etat. Comme prévu, environ 10 000 travailleurs participèrent à la manifestation. Du commencement de la manifestation à 11 heures, à 12 heures, heure de la dissolution annoncée par la CNT, aucun incident n'avait été noté.

En soirée, radio et télévision donnèrent la nouvelle d'un attentat survenu à 13 h 15 au théâtre-discothèque Scala. Cette attentat avait fait quatre victimes, tous adhérents au syndicat anarchiste ou à celui des communistes.

Le soir même et le lendemain matin une vingtaine de militants anarchiste de Rubi, une agglomération voisine de Barcelone oú la CNT était très implantée et comptait des centaines d'adhérents, étaient arrêtés. Trois d'entre eux ne se trouvaient pas à leur domicile respectif, parmi eux Jesus Fortes qui, voyant que l'on arrêtait ses compagnons, prit le large.

LES FAITS

Peu avant la manifestation, se présenta chez José Cuevas (un des accusés) celui qui, par la suite, deviendra le personnage-clé (triste et tragique pour tous) Joaquin Gambin Hernandez, 48 ans et 24 procès.

Cuevas et Gambin s'étaient connus en prison. Le premier y avait séjourné pour appartenance à la CNT, illégale avant la mort de Franco. Gambin, lui, avait été emprisonné pour des délits de droit commun.

Gambin désirait adhérer au mouvement anarchiste. Un jour avant la manifestation, il proposa à Cuevas d'y aller avec des cocktails molotov pour se défendre de la police ou de groupes d'extrême-droite, relativement actifs en Espagne. Avec d'autres militants, ils préparèrent quatre cocktails et partirent à la manifestation. Celle-ci se déroula sans incident.

A 12 h 30, Gambin qui proposait d'utiliser les cocktails qu'il portait se heurta à un refus de la part des autres qui n'en voyaient pas l'intérêt dans la mesure où ce cortège se déroulait correctement. Gambin n'était plus d'accord pour les jeter et s'en alla avec le matériel.

La police arrêta tous ces militants sauf Gambin, les tortura et leur fit signer des textes déjà préparés par la police et d'où était absent le nom de Gambin.

Ces « confessions », toutes arrachées sous la torture, furent démenties par les accusés devant le juge. Deux ans après, les accusés furent condamnés de 6 à 17 ans de détention. C'est pour cela que Fortes n'est pas retourné en Espagne.

En Italie, nos compagnons ont engagé une campagne contre la demande d'extradition.

(Repris de « Umanita Nova » du 16/5/82)

RFA

Aspects du mouvement anarchiste allemand — La dominante reste avant tout le morcellement et le manque d'organisation des divers groupes et groupuscules anarchistes. Il est probable que la division politique du pays en différents Länder plus ou moins autonomes influence indirectement nos camarades Outre-Rhin.

Les groupes les plus solides sont ceux qui parviennent à assurer la parution régulière d'un journal ou d'une revue : ***Direkte Aktion***, organe des anarcho-syndicalistes rattachés à l'IFAU dont l'implantation est forte dans la Ruhr ; ***Schwarzer Faden*** : celui-ci, dans son dernier numéro, développe un article paru dans ***Der Bakunist***, journal paraissant à Leipzig de janvier à septembre 1926, sur le thème : Pour une fédération anarchiste ? Cet article doit servir de tremplin à une discussion sérieuse sur la nécessité de l'organisation, car les anarchistes allemands se rendent compte que face à la concurrence des Verts (die Grünen) et des Alternatifs, leur poids dans le mouvement social est quasi insignifiant. Sans compter que dans le pays de la bande à Baader, anarchisme et terrorisme vont de pair dans la tête des gens. Les « A » cerclés fleurissent sur les murs des grandes villes sous la forme des CHAOS. ***Le Coq noir*** (Schwarzer Gockler) est définitivement enterré et une partie de l'équipe a lancé ***Aktion***.

A Hannovre, les éditions ***Freie Gesellschaft*** ont fait paraître des écrits de Rocker, mais leur audience est plutôt réduite à cause de leur tendance individualiste nettement prononcée. Klaus Haag a monté une pièce de théâtre sur la vie d'Erich Mühsam (***Manche haben es Mühsam !***). La petite troupe fait des tournées.

Paru l'année dernière au mois de mai, ***Trafik*** s'est fixé pour but de promouvoir la culture anarchiste. La grande ambition de l'équipe est de rassembler suffisamment d'informations sur la culture anarchiste (peintres, dessinateurs, poètes, écrivains, chanteurs...) pour en faire un livre.

Autre aspect particulièrement caractéristique de la situation en RFA : il existe presque autant d'imprimeries que de groupes alternatifs ! A Karlsruhe, par exemple, cinq imprimeries se font actuellement la concurrence ! Les moyens (locaux, etc.) existent dans la plupart des grandes villes. Il suffirait de coordonner tout ceci et le mouvement anarchiste prendrait un essor considérable dans ce pays. Pour l'instant, les journaux sont uniquement diffusés par abonnements ou en librairies. Il est impossible de passer par les kiosques, car les grands groupes de presse exercent des pressions et font blocus. La plupart du temps, il faut recourir à des librairies gauchistes pour la diffusion.

AUTRICHE

Aspects du mouvement anarchiste autrichien — Il existe actuellement dans ce pays deux pôles d'attraction de l'anarchisme.

A Vienne, une équipe fait paraître le journal ***Liberté*** (1 500 exemplaires dont 300 abonnés). Elle vise essentiellement à la pratique de l'anarchisme dans la vie courante. Elle a créé deux librairies Monte Verita, nom d'une communauté anarchiste en Suisse dans laquelle a vécu Erich Mühsam. Ce groupe représente environ trente personnes (Vienne compte 1,7 millions d'habitants). Il a également mis en place sa propre coopérative de production. Un permanent reste pour s'occuper de la librairie pendant que les autres travaillent à l'extérieur. Le bénéfice réalisé sur la vente de leurs produits servira à l'achat d'une ferme. Le groupe a organisé une rencontre-débat avec Augustin Souchy, 82 ans, militant anarcho-syndicaliste autrichien ayant travaillé durant la guerre civile espagnole au secrétariat des Relations internationales de la CNT.

Les gens de Vienne ont trouvé un moyen original de vendre leur journal : le colportage ! Ils vont dans les bistrots, dans les restaurants, pratiquent la vente à la criée. Ils ont aussi largement contribué au rassemblement pacifiste à Vienne le 15 mai dernier.

Cherchant à vivre l'anarchisme au quotidien, ils ont élaboré un schéma d'organisation économique différent qu'ils appellent « Contre-économie » (Gegenökonomie). Le prochain gros travail d'envergure : mettre au point un répertoire international des groupes anarchistes avec adresses de contact. Un avis sera lancé sous peu à tous les intéressés.

A graz, un individu à lui tout seul assure la publication d'un journal gratuit, ***Befreiung***. Actuellement, il écrit un livre sur P. Ramus.

En règle générale, il est très difficile de faire quelque chose en Autriche. Toute l'activité du pays est sous l'influence des sociaux-démocrates. On a surnommé l'Autriche « Die Insel der Glückseligen », c'est-à-dire l'Ile des Bienheureux. Les taux de chômage et d'inflation y sont relativement faibles. Il n'y a presque pas de crise économique, d'où un certain laxisme dans les mouvements sociaux. A noter aussi que les syndicats sont extrêmement réactionnaires.

ITALIE

Cinquantième anniversaire de la mort de Malatesta

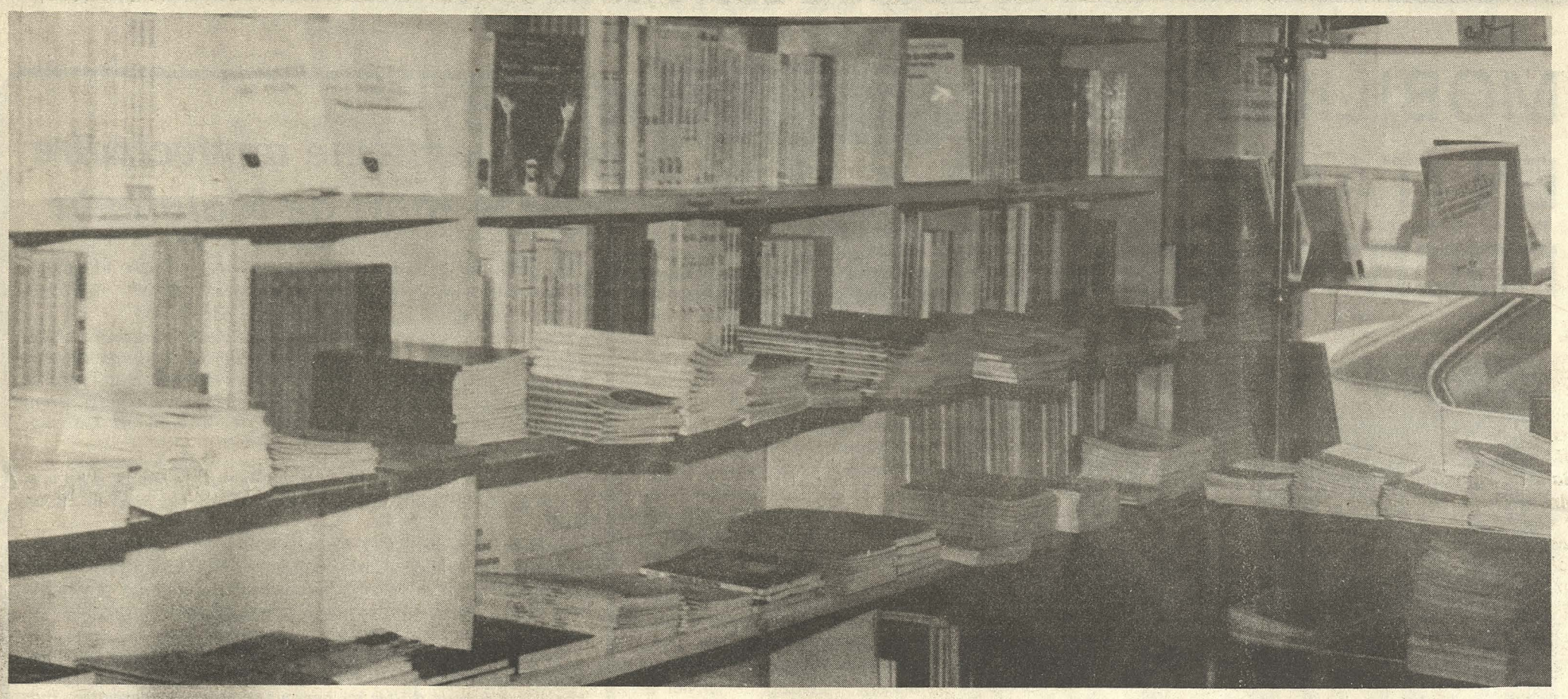
A l'occasion de l'anniversaire de la mort d'Errico Malatesta, le mouvement anarchiste italien a décidé d'organiser un certain nombre d'action :

• Le Centre d'études libertaires « G. Pinelli » organise les 24, 25 et 27 septembre, à Milan, dans la salle Matteotti du Castello Sforzesco, une conférence d'étude sur Errico Malatesta pour le cinquantième anniversaire de sa mort. Différents exposés seront présentés par M. Antonioli, N. Berti, G. Cerrito, A. Lehning, P. Finzi, C. Venza et d'autres encore.

• Ancone : manifestations du mouvement anarchiste d'Ancone à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Malatesta :

- samedi 17 juillet, à 17 heures, dans la salle des congrès de la province d'Ancone (Corso Stamira n° 60), aura lieu une conférence-débat sur la vie et la pensée de Malatesta. La conférence sera ouverte par le compagnon Umberto Marzocchi, suivi de Placido la Torre et Gino Cerrito ;

- dimanche 18 juillet, à 10 heures, rassemblement de la population et des compagnons sur la place Malatesta pour l'inauguration d'une plaque dédiée au penseur et militant anarchiste. Puis les manifestants se rendront en cortège jusque dans la rue Torrioni, lieu où commença la « Settimana Rossa » (Semaine rouge). Suivra un meeting avec comme orateurs : Paolo Finzi, rédacteur de « A Rivista anarchica » et Umberto Marzocchi, secrétaire de la CRIFA.



le roman anarchiste

NOUS poursuivons dans ce *Monde libertaire* la parution de l'étude écrite par Georges Darien en 1891, dont la première partie a été publiée dans *Le Monde libertaire* numéro 447.

Que sera le Roman ? Peu m'importe. Je n'établis pas ici de système, je ne tire point la bonne aventure. Je ne suis pas plus théoricien que prophète. Je ne dis pas : Le Roman sera anarchiste. Je dis : Il y aura le Roman anarchiste.

Son existence s'impose. Il n'est nullement nécessaire d'être doué d'une clairvoyance extrême pour juger sa venue prochaine absolument fatale, inéluctable.

Si la littérature est l'expression de la Société, notre Société, depuis plus d'un siècle, ne pouvait nous donner, au point de vue littéraire, autre chose que ce qu'elle nous a donné.

A part les nouveaux crevés pratiqués dans les pourpoints de la Renaissance, à part les boucles complémentaires ajoutées aux perruques du Grand Siècle, à part la transformation en talons plats — mode anglaise — des talons rouges de la Régence, la littérature proprement dite n'a rien fait. Elle s'est traîné sur les traces du carrosse qui emmena Louis XVI à Varennes après avoir amené Franklin à Versailles ; elle a trébuché dans les ornières creusées par la charette qui portait les suspects à l'échafaud après avoir trimballé, chez les Robespierre et les Saint-Just, les exemplaires du *Contrat social*. C'est tout.

Elle a beaucoup parlé, par exemple. Elle a parlé sans penser, le plus souvent ; pour amuser, pour ennuyer, pour laisser fluer des mots. Le XIXe siècle a été, entre tous, le siècle des littérateurs qui ont parlé pour ne rien dire.

Le nombre de ces misérables est effrayant.

Par ci, par là, elle a fait semblant de penser. Elle a, alors, ressassé des truismes, fauchés à ras les pâturages pierreux où avaient brouté déjà les éclectismes insexués ; elle a retapé et mis en action des maximes fanées comme des banquettes d'omnibus ; elle a râpé, pour le faire filer, sur son macaroni psychologique, les fromageuses théories des évangélistes du scalpel, des apôtres du speculum.

Elle a pensé quelquefois, il est vrai, mais rarement. Sauf Balzac, Vallès et deux ou trois autres qui, pour des raisons trop longues à exposer ici, doivent être mis complètement à part, aucun littérateur du siècle, à commencer par Stendhal, ne peut se flatter d'avoir mis au monde autre chose que des idées mort-nées — depuis longtemps. Non pas qu'ils n'auraient pu faire autrement, sans doute, quelques-uns tout au moins. Pour ne citer qu'un cas, Flaubert, un homme dont l'influence a été néfaste, mais un des romanciers qui compteront dans l'histoire de ces cinquante dernières années, aurait pu faire du Roman autre chose que ce qu'il en a fait. Lisez ses œuvres, lisez sa correspondance, et vous conclurez. Flaubert, volontairement, s'est châtré.

Volontairement, oui. Il y a là, il faut le dire, une misérable question de parti-pris : un désir absurde d'exaltation de la littérature ; un besoin puéril d'affirmer un Art existant en-dehors de tout et avant tout ; une nécessité maladive de planer très haut, dans une Olympe inacessible, au-dessus du monde jugé trop banal. Et ce monde grotesque, ce monde trivial, méprisé par ces écrivains hautains qui refusaient d'y voir autre chose qu'un vaste champ d'études impartiales et dégagées de toute passion, voyez donc comme il s'est vengé ! Ils ne voulaient pas s'intéresser à son existence, prendre part à ses luttes, vivre de sa vie ; il les a forcés à braquer, eux, les prêtres de l'idéalisation, un objectif de photographe sur ses matérialités les plus basses ; ils ne voulaient pas s'occuper du pourquoi du crime et des causes de la misère ; il les a obligés à lever le plan de la guillotine et à dénombrer les détritus des égouts ; ils ne voulaient pas penser ; il les a condamnés à décrire.

Au fond, peut-être y aurait-il moyen de rendre intelligible, par l'exposé de causes très simples, cette dépravation de la volonté. A la division du travail matériel, appliquée dans l'industrie, devait sans doute correspondre, par l'enchaînement logique et fatal des faits, la division du travail intellectuel. Ce serait, dans tous les cas, la seule façon d'expliquer comment une époque aussi riche que la nôtre en penseurs, dans le domaine de la Science et de la Sociologie, s'est montrée aussi constamment pauvre en hommes à idées, dans le domaine de la Littérature. On ne pourrait guère comprendre autrement l'obstination des écrivains du XIXe siècle à se tenir en dehors du mouvement social de leur époque, non plus que leur opiniâtreté à se dérober, même inconsciemment, à l'influence des philosophes qui ont vu trop loin. Diderot, par exemple, qui a probablement donné dans ses romans — le ***Neveu de Rameau*** surtout — une des formules du Roman futur, est resté dédaigné. Pourquoi ? Parce que Diderot, au point de vue philosophique surtout, appartient beaucoup moins souvent au XVIIIe siècle qu'au XXe...

C'est cela, sans doute. Et, instinctivement, peu à peu, la séparation s'est faite de plus en plus complète entre le philosophe et le littérateur, le sociologue et le dramaturge, comme une ligne de démarcation s'est tracée, dans les ateliers, entre l'ouvrier qui fait la pointe du clou et celui qui en fait la tête, entre le cordonnier qui travaille dans l'empeigne et le spécialiste qui ne s'occupe que du talon. Le parti-pris d'exclusivisme, de spécialisation à outrance, le : « Ce n'est pas ma partie » dédaigneux qu'on se lance au nez d'un camp à l'autre — qu'on pense tout au moins quand on ne le prononce pas — a eu les conséquences les plus désastreuses. Peut-être faut-il lui attribuer la désertion du journalisme par les écrivains, et son abandon à la bande des condottieri de lettres qui sont en train d'en faire un répugnant cadavre.

Je ne veux pas m'occuper de la forme donnée aux spéculations littéraires du siècle. L'expression, en elle-même, ne me dit rien. Je ne peux pas m'intéresser un instant, ici, du moins, à la coupe d'un vêtement jeté — même avec art — sur les épaules en bois d'un mannequin. Je ne recherche pas au moyen de quels procédés notre littérature est arrivé à masquer son impuissance. Je constate cette impuissance.

Si l'on recherche les causes de cette stérilité, une chose, tout d'abord, vous frappe. C'est que notre littérature a été, avant tout, parlementaire. Oui, en face du parlementarisme de la tribune, se dresse le parlementarisme du livre. Pendant cent ans, on a bavardé ici, on a bavardé là. On a parlé, on n'a pas agi. Réfléchissez-y et, des deux côtés, vous rencontrerez les mêmes préoccupations banales, les mêmes déclamations dans le vide, les mêmes rêvasseries d'émasculés par persuasion. Les groupements politiques et les actions (?) parallèles, le doctrinarisme et l'humanitairerie, les partis officiels et ministrables, les partis d'opposition et leurs programmes de réformes, tout, jusqu'aux ordres du jour et aux procès-verbaux, jusqu'aux rappels à l'ordre, vous les retrouverez dans la littérature — aussi nuls, aussi bêtes, aussi creux, mesquins, mesquins, mesquins !

Ah ! certes, la littérature a été, au XIXe siècle, l'expression de la Société ! — cette Société pourrie, venue au monde avec un germe de mort sous sa peau pustuleuse, cette Société qui doit crever avant d'avoir même, seulement, fait semblant de vivre.

« Tout le monde a du talent, aujourd'hui », hurle-t-on. Mais comment donc ! La preuve, c'est que Flaubert — l'Heautontimoroumenos — a fait école. La preuve, c'est qu'on piétine dans les plates-bandes du vieux garde-champêtre qui persiste à dresser, sans plus pouvoir, hélas ! les émaillers de calembours et de coq-à-l'âne, de séniles contraventions à la Marâtre, dans les environs du viaduc. La preuve, c'est que la ***Gamelle***, de M. Reibrach, est un des meilleurs roman de M. Zola.

Fini, tout ça ! Oui, fini, au grand désespoir des amateurs de chromos qui tiennent à voir suspendre ces tableaux d'exportation, qu'on appelle des descriptions, entre les pages d'un roman. Fini, au grand chagrin des personnes sensibles qui réclament encore, sans se lasser, des oiseaux bleus — pour picorer leurs cœurs en massepain.

Aujourd'hui, devant le halètement des foules oppressées, à bout, devant l'exaspération des masses qui ont continué à souffrir en bas pendant qu'on parlait en haut, de ces masses négatrices de l'Etat et des réformes qu'il promet, affamées de révolution, une nouvelle littérature s'impose.

Le fossé est creusé.

En avant, ceux qui ont du sang dans les veines ! Le temps des saliveurs est passé. Il n'y a plus de pontifes ni de disciplines ; il n'y a plus de vieux ni de jeunes. Il y a des morts et des vivants.

Qu'on enterre les morts ! Que les vivants vivent !

Georges DARIEN

LE LIVRE DE LA SEMAINE

« Les minutes du procès de Jiang Quing, la veuve de Mao » Christian Bourgeois éditeur

IL s'agit d'un livre intéressant en ce sens qu'il nous décrit avec minutie les moments forts qui secouèrent le procès de la bande des quatre et que domina la personnalité de Jiang Quing, la veuve du président Mao. Entendons-nous bien, les minutes de ces audiences parfois tumultueuses ne nous apportent aucune révélation sensationnelle qui ne fut déjà publiée par les médias sous le contrôle vigilant de l'appareil du parti et de son chef glorieux « provisoire », Deng Xiaoping, c'est-à-dire peu de choses que nous ne connaissions pas, si ce n'est quelques confidences orientées de personnages en place empressés de rectifier, souvent maladroitement, la mauvaise impression produite en Occident par ce déballage de linge sale. Tout au plus, et surtout lorsqu'il s'agit de Jiang Quing, peut-on deviner les blancs dont le texte fourmille, censure de ses propos qui mettaient en cause les personnages les plus importants de l'Etat s'étant enfin décidés à la traduire, elle et ses « complices », devant le tribunal.

L'intérêt de l'ouvrage est autre part ! Dans le savant équilibre de l'acte d'accusation, minutieusement élaboré par la clique qui avait fait arrêter madame Mao et ses partisans. Rien n'avait été simple. Ce groupe se composait de maoïstes repentis à la tête desquels se trouvait Hua Guofeng, l'actuel chef d'Etat, et de réformistes qui, derrière Deng Xiaoping, se réclamaient de Chou-Enlai. Pour ces derniers, il s'agissait de profiter de ce procès pour écarter Hua Guofeng de la direction de l'Etat et du parti, sans pourtant le pousser à un renversement des alliances préjudiciable à leurs intérêts communs. Et c'est avec raison que le titre de cet ouvrage signale que le procès de la bande des quatre pouvait cacher un autre procès dont le but était l'élimination de l'un des deux clans associés provisoirement pour liquider le maoïsme historique.

Le texte est compact et l'auteur a bien raison de nous engager à le lire avec patience et attention, si on ne veut pas se perdre dans les méandres de ces deux procès étroitement entremêlés, celui de la bande des quatre et celui intenté plus insinueusement aux rescapés de la révolution culturelle. Pour ceux d'entre nous qui n'ont pas suivi la tragédie chinoise et qui se sont contentés de la connaître par ce qu'en disait la presse ou par les gesticulations des maoïstes d'opérettes qui se sont manifestés dans les milieux parisiens navigant autour du clocher de Saint-Germain-des-Prés, ils auront du mal à pénétrer cette société chinoise sur laquelle le marxisme-léninisme s'est contenté de jeter un voile, vieille civilisation qui refait surface chaque fois qu'une tragédie secoue le mince vernis dont les politiciens marxistes le recouvrent.

Que reste-t-il de notre souvenir lorsqu'on a tourné la dernière page de ce livre ? La certitude que sous toutes ses formes, là ou ailleurs, révolutionnaire ou réformiste, le marxisme est le pourrissoir de toutes les luttes pour l'émancipation du genre humain, qu'il désagrège les individus qu'il hisse au premier plan autant que le système capitaliste et pour les mêmes raisons : il leur infuse un goût féroce de pouvoir !

On se plaît à imaginer un film qui nous peindrait tous ces insectes gesticulant au cours de ce procès qui rappelait ceux de Moscou ou ceux de l'Inquisition, qui s'acharnait sur une femme, Jiang Quing, dont les mains étaient souillées de sang, mais pas plus que les leurs, et qui paraissait le seul mâle de cette assemblée de cafards qu'on hésiterait même à écraser tant leur puanteur risquerait d'empoisonner l'atmosphère.

Un livre à lire cependant, plus par ce qu'il suggère que par ce qu'il nous conte !

Maurice JOYEUX

ÉCOUTEZ TOUS LES JOURS

RADIO LIBERTAIRE

ÉMETTANT SUR PARIS ET

PROCHE RÉGION

SUR 89,5 MHz

CINÉMA

La nuit de Varennes

AU monde en pleine décomposition dans lequel nous survivons, Ettore Scola a choisi de montrer un tournant de l'histoire humaine : 1792, une république pas encore établie face à une royauté pas encore abolie, un peuple sans droits, mais qui ne désespère pas d'en obtenir.

Mais Scola n'est pas un historien et la fuite du roi à Varennes n'est que le prétexte du film, presque l'anecdote ; l'important était de réunir, à l'intérieur et autour d'une diligence quelques types de personnages plongés dans une société en pleine évolution, en pleine révolution. Il y a, entre autres, une dame de compagnie de la reine, sentimentalement royaliste, son perruquier (vous savez celui auquel on donne deux grammes de pouvoir et qui se croit Dieu le père !), il y a aussi l'aristocrate, royaliste par intérêt, Restif de la Bretonne, révolutionnaire par philosophie, un étudiant, révolutionnaire actif, et deux étrangers qui donnent le regard objectif : un Casanova vieillissant, regrettant la France respectueuse des traditions, et Richard Payne, un Américain très proche de la Révolution, mais attaché avant tout aux idées de liberté et de tolérance. Puis autour de ces personnages et avant tous ces personnages, il y a le peuple parfois accablé par des siècles de despotisme, parfois ivre de ses victoires, mais toujours acteur, jamais figurant.

Mais ces personnages ne sont jamais des stéréotypes et leur dialogue est toujours humain, venant d'êtres de chair et de sang, même lorsque les phrases qu'il prononcent semblent plus tenir du mot d'auteur que de la conversation. Je retiendrai surtout deux phrases prononcées par R. Payne : « Le peuple n'a que faire de la bienfaisance, ses droits lui suffisent » et « aucun gouvernement n'est bon, il enrichit les uns sans s'occuper des autres ».

Quant aux prises de vue, elles sont toujours parfaites. Qui oubliera que la seule vision que l'on ait du roi est celle de deux mollets entr'aperçus par l'entrebâillement d'une trappe. Le tout est ponctué de véritables trouvailles (le mannequin que l'on habille au lieu du roi).

Qu'il s'agisse de Barreau, de Mastroïanni ou d'Andrea Ferreol, l'interprétation est superbe. Quant à Trintignant, qui pourtant n'apparaît que quelques minutes, il est fantastique.

Bref, il s'agit là d'un événement, et quand je vois que ces messieurs de Cannes ne lui ont pas accordé le moindre petit prix d'interprétation, je me rends compte qu'il ne reste plus qu'une chose à faire, c'est de me précipiter voir *Missing* et *Yol*.

Gilles

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

Christo Botev, Topencharov	14 F
A travers la vie et la mort, Louise Michel	68 F
La Cécilia, « Dossiers du film	48 F
L'Ecole émancipée, Flammant	109 F
L'Homme et la terre, E. Reclus. 2 vol. Chaque	30 F

• **THÉÂTRE :**

Sol, Solet, par les Comediants de Barcelone (cf. présentation dans le ML n° 447) se produiront au TEP, les 10, 11, 15, 16, 17 et 18 juin à 20 h 30.

Les Baba-cadres sont deux citadins qui se sont isolés dans le Cantal et se sont reconvertis dans l'élevage et dans l'artisanat. Une tranche de vie sur un thème déjà bien connu, mais sur lequel il y a toujours quelque chose à dire. Depuis le 2 juin, au Théâtre d'Edgar. (Réductions pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire, sauf le samedi).

Le voyage fantastique de la Thalimène, au Petit TEP jusqu'au 25 juin, à 20 h 30, du mardi au samedi et à 18 h le dimanche (relâche les 19 et 20).

• **PEINTURE :**

J.-M. Hémery présentera son œuvre *Scryptage, ou la peinture sèche*, à la galerie Peinture fraîche (29, rue de Boulogne, Paris 7e), jusqu'au 23 juin, du lundi au samedi de 13 h à 19 h 30.

• **CONCERTS :**

Gérard Pierron : le 10 juin à Romorantin (salle FJT) et du 12 au 17 à Clermont-Ferrand.

Font et Val : le 13 à la Salle des fêtes de Cusset.

Djamel Allam : le 11 juin à l'Africa Fête à l'Hippodrome de Pantin (22 h).

Cuarteto Cedron : le 16 juin à Besançon.

Michèle Bernard : le 13 juin à Champigny (Terrain du Plateau).

Léo Ferré : le 14 juin au Pavillon Baltard à Nogent-sur-Seine.

Béranger : le 12 juin à la Salle des Fêtes de Carvin.

Michel Bühler : le 11 juin à la Salle des fêtes de Marly (21 h).

Boris Santeff : jusqu'au 26 juin au Petit Palais des Glaces (20 h 45).

Philippe

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Mercredi 9 juin : « L'invité quotidien » (18-22 H) : Robert Sabatier, écrivain.
• Jeudi 10 juin : le SMOT (le syndicat interprofessionnel des travailleurs libres d'URSS).
• Vendredi 11 juin : Jacques Florencie chante et dit le Couté paysan.
• Mercredi 16 juin : Jean-Marc Raynaud sur le thème « Contraception masculine, révolution sexuelle, révolution sociale. »
• Jeudi 17 juin : Jean Poutet : « L'Argentine, les Malouines, la colonisation anglaise ».

SÉLECTION

RADIO

— *France-Culture :* du 10 au 14 juin, suite des émissions précédemment indiquées : *Terreurs, merveilles et frissons d'autrefois* (à 18 h 30) et *Ulysse parmi nous*. Le 15 juin à 14 h 05 : *La Neige noire*, de Guy Shelley. Une Afrique déchirée par les malentendus modernes et qui transpire ses fièvres de dictature.

TÉLÉVISION

— *TF1 :* le 16 juin à 20 h 35 : *Ralentir, école*. Le drame du dépeuplement des campagnes et de la fermeture des écoles.

Le 15 juin à 20 h 35 : *Lénine*, de Claude Vermorel. La maladie et la mort du dictateur bolchévique. A contre-courant du marxisme officiel.

...Et beaucoup de soirées consacrées au Mundial.

— *A2* : le 10 juin à 15 h 50 : *Les chemins de Chagall*. Interview de Chagall et Malraux par Daniel le Comte.

Le 14 juin à 20 h 35 : *L'étrangleur s'excite*, de Erik Naggar, avec Jean Rochefort. Une nouvelle forme d'humour baptisé humour blême par J.-P. Marielle.

Le 16 juin à 20 h 35 : *Krouchtchev-Kennedy : La guerre pour Cuba ?* Un document d'histoire par Alain Decaux.

— *FR3 :* le 10 juin à 20 h 30 : *L'affaire Mattei*. Du classique Francesco Rosi (1971) avec Gian-Maria Volonte.

Le 12 juin à 20 h 30 : *Les amours de Franz*. Un ballet de Roland Petit, sur la musique de Franz Schubert.

Le 13 juin à 22 h 30 : *La mia signora* (1964), de Luigi Comencini. Les problèmes du couple, avec Alberto Sordi et Silvana Mangano.

Le 15 juin à 20 h 50 : *La dernière caravane* (1956). Un western classique comme on n'en fait plus (heureusement peut-être).

DE LA RÉVOLUTION

PARMI ceux qui en sont partisans (c'est-à-dire parmi ceux qui refusent et l'intolérable du présent, et son aménagement à travers des réformes), la révolution suscite en général deux sortes de débats. Un débat d'ordre idéologique et un débat d'ordre tactique.

Le débat idéologique tourne essentiellement autour de la question de savoir quel type de société ou de civilisation doit succéder à l'ancienne société ou à l'ancienne civilisation détruite par la révolution. La révolution, pour quoi faire, donc ? Pour mettre en place un communisme autoritaire ? Un communisme libertaire ? Une société égalitaire ? Inégalitaire ? Hiérarchique ? Non hiérarchique ? Etatique ? Non étatique ? Avec une armée, une police, des magistrats ? Sans armée, sans police, sans magistrats ? Ecologique ? Non écologique ? Productiviste ? Non productiviste ? Ludique ? Non ludique ? Joyeuse ? Triste ? Urbaine ? Rurale ? Industrielle ? Agricole ? Et quel type d'industrie ? Et quel type d'agriculture ? Où la liberté et l'épanouissement de l'individu, qu'il soit homme ou femme ou enfant, seront non seulement respectés mais privilégiés ? Où l'intérêt général primera sur tout ?...

Le débat tactique quant à lui pose des problèmes d'un autre ordre. Comment parvenir à la révolution ? Par la voie légale ? Par des luttes ? Par la prise du pouvoir ? Par la destruction du pouvoir ? Grâce à une avant-garde détentrice de la vérité et du sens de l'histoire ? Sans avant-garde ? Contre les avant-gardes ? Par le biais de l'auto-émancipation des exploités et des oppressés ? Et puis une fois la révolution faite, conviendra-t-il de passer par une période de transition ? Ou bien rasera-t-on gratis dès le lendemain ? Et devra-t-on faire une révolution violente ? Non violente ? Et puis, et puis, et puis ?...

Bien évidemment, ces deux débats sont au cœur de la problématique de la révolution et il est nécessaire de les mener le plus loin possible en entrechoquant les hypothèses et en tirant les leçons de l'histoire. Loin de moi donc l'idée de minimiser leur importance.

Cela étant, la révolution suscite d'autres débats tout aussi importants et qui sont généralement soit occultés soit esquissés, et dans tous les cas de figure, embrouillés à l'extrême. Tel est le cas notamment du problème de la révolution par rapport à l'espace et au temps, un problème fondamental s'il en est puisqu'il pose le problème de la révolution en terme de stratégie. Et dès lors qu'il s'agit de détruire le vieux monde pour le remplacer par quelque chose de plus conforme à nos désirs et à nos espoirs, qui pourrait nier l'importance de la stratégie ?

Mais que recouvre exactement le concept d'espace-temps de la révolution ? Est-il au cœur ou à la périphérie d'une analyse stratégique de la révolution ? Et puis quels sont les différents points de vue à ce sujet ?

L'espace-temps de la révolution

La révolution, on l'a entrevue à travers sa problématique idéologique et tactique, se caractérise avant tout par une rupture radicale avec l'existant. Mais où et quand commence et finit cette rupture ? Se produira-t-elle à un moment donné limité dans le temps ou bien devra-t-elle se poursuivre, se perpétuer indéfiniment ? Peut-elle commencer à s'amorcer dès aujourd'hui ou bien doit-elle attendre demain ? Est-elle concevable au présent ou bien seulement au futur ? Et n'est-elle pas concevable à la fois au présent et au futur ? Et puis devra-t-elle subvertir tel ou tel espace de l'aliénation existante ou bien tous, ou bien encore certains plus que d'autres ?...

L'espace-temps de la révolution, en fait, recouvre cette double dimension de la révolution. Parler d'espace-temps de la révolution, c'est donc se demander si la révolution doit avoir lieu aujourd'hui ou demain, aujourd'hui et demain, et si elle doit être globale ou parcellaire, ou bien encore totale ou partielle. De ce point de vue, le concept d'espace-temps de la révolution est au cœur de la stratégie de la révolution. Selon les définitions qui seront données de ce concept et les réponses qui seront apportées aux questions qu'il soulève, il sera possible de déduire l'idéologie et la tactique de la révolution et de leur donner par là même une cohérence à nulle autre pareille.

L'illusion du changement

Pendant longtemps, l'espace-temps de la révolution a été marqué au fer rouge du matérialisme dialectique et du matérialisme historique. Le marxisme régnait alors en maître sur le petit monde des partisans du changement à la mode de la révolution et imposait ses conceptions en la matière.

Pour les marxistes, marxiens et autres apparentés, la lutte des classes dont chacun sait qu'elle est le moteur de l'histoire résulte pour l'essentiel du décalage existant à un moment donné entre le mode de production (l'état de la technique) et le rapport de production (la propriété des moyens de production, l'exercice du pouvoir politique...). Dans ce décalage, les rapports de production ont toujours un temps de retard par rapport aux modes de production, et par conséquent freinent leur évolution.

Dans ces conditions, la révolution ne signifie rien d'autre que l'instauration de nouveaux rapports de production permettant le libre développement des modes de production. De là les concepts d'infrastructure (l'économique détermine prioritairement l'ensemble du champ social) et de superstructures (le politique, le juridique, le religieux... qui sont secrétés par l'infrastructure). De là également la croyance imbécile (lire à ce sujet les bouquins de P. Clastres et M. Sahlins) que l'histoire a un début et une fin. De là enfin le mythe d'une dialectique-miracle sensée transformer le plomb des périodes de transition en l'or d'un changement radical.

De ce qui vient d'être dit, il résulte plusieurs choses. Tout d'abord, on constate que l'espace de la révolution est constitué d'espaces inégaux en valeur. L'infrastructure prime la superstructure. Ensuite, pour ce qui concerne le temps de la révolution, la division de l'espace mène tout droit à la division du temps. La révolution pour les marxistes sera donc une rupture, mais une rupture limitée dans l'espace et étalée dans le temps. En clair, tous les efforts des révolutionnaires devront porter sur la conquête du pouvoir politique, seul moyen permettant de modifier l'infrastructure et donc d'engendrer à terme une modification des superstructures. Au bout de tout cela, demain, le changement aura investi tous les espaces de l'aliénation, l'Etat et le pouvoir disparaîtront d'eux-mêmes et la société « parfaite » s'épanouira alors au soleil de l'intemporalité. A ce moment-là, ce sera la fin de l'histoire. Amen !

Le changement d'illusion

Bien entendu, les années passant et le discours ayant par là même eut l'occasion d'être jugé sur pièces, de nombreuses critiques se sont faites jours à l'encontre de la conception marxiste de l'espace-temps de la révolution. En 68, notamment, une véritable dénonciation de la propension du marxisme à l'illusion du changement zébra d'éclairs le ciel jusqu'alors sans nuage de la révolte. La jeunesse refusait de s'investir en priorité dans un changement d'ordre infrastructurel. Elle en constatait l'inanité dans l'au-delà sinistre du rideau de fer. Elle se rendait compte que cette division hiérarchique de l'espace de la révolution aboutissait non seulement à une occultation du changement au niveau des soi-disant superstructures (culture, vie sociale, vie quotidienne...), mais encore à une apparence de changement au niveau de l'infrastructure (le capitalisme privé était seulement remplacé par le capitalisme d'Etat). Et puis il y avait le désir féroce et joyeux à la fois de vivre le changement tout de suite, ici et maintenant, de changer la vie et donc de changer sa vie. Et ce fut ce qu'on a appelé depuis le nouveau mouvement social. Les luttes spécifiques. Des femmes. De libération sexuelle. Le mouvement communautaire. Le mouvement écolo. Le mouvement « régionaliste »...

Comme on le voit, le nouveau mouvement social s'est construit en réaction au schéma marxiste qui dominait alors la conception que l'on pouvait avoir de l'espace-temps de la révolution. Il a mis à nu l'imposture d'un changement centré sur l'économique et, par contre-coup, il s'est investi dans l'espace occulté jusqu'alors de l'infini de la vie quotidienne. A une révolution d'essence globale, mais émiettée dans le temps et l'espace par le biais d'une dialectique privilégiant l'économie par rapport au social, il a opposé une révolution moléculaire centrée sur le palpable, c'est-à-dire le quotidien, et enracinée dans le présent. A l'illusion du changement, il a opposé le changement d'illusion.

De la révolution anarchiste comme processus totalisant

Le nouveau mouvement social, on s'en rend compte tous les jours, a débouché quasi systématiquement sur l'émiettement, la parcellisation et l'échec. Les luttes spécifiques se sont brisées une à une, en ordre dispersé naturellement, sur les murs deux fois millénaires de la forteresse du vieux monde. Et ce fut la récupération par le système dominant, l'autodestruction progressive des espaces libérés ou la survie, même pas confortable la plupart du temps, dans le ghetto de la marge. L'espoir fou de changer la vie, tout de suite, ici et maintenant, aboutissait finalement à un simple changement de vie.

Mais alors, si la révolution à la mode marxiste (une révolution centrée sur l'économique et s'énonçant au futur) relève de l'illusion du changement, et si la révolution à la mode du nouveau mouvement social (une révolution centrée sur le quotidien et s'énonçant au présent) relève du changement d'illusion, le concept même de révolution ne devrait-il pas être remis en cause ? Et pourquoi les anarchistes continuent-ils de militer de toutes leurs forces pour la révolution ? Et d'abord qu'entendent-ils par là ?

En fait, si le marxisme et le nouveau mouvement social ont échoué dans leur désir de changer les choses et la vie, cela n'est nullement dû au hasard ou à la non-fiabilité du concept de révolution. Leur échec en effet s'inscrit dans une même incompréhension du caractère global et total de l'aliénation secrété par le système dominant et dans une même incapacité à percevoir la globalité et la totalité de l'espace-temps révolutionnaire. Mais commençons par le commencement.

Pour les marxistes ou les tenants du nouveau mouvement social, l'aliénation est perçue comme une somme d'éléments reliés les uns aux autres par des relations de cause à effet. Soit ce sera l'économique et l'infrastructure qui primeront, soit ce sera le quotidien. Et là se situe l'erreur. Car si l'aliénation est bien constituée par une multitude d'éléments reliés entre eux par des relations de cause à effet, ces relations de cause à effet sont réciproques. C'est-à-dire que l'économique conditionne tout autant le quotidien que le quotidien l'économique.

En conséquence, si l'espace de l'aliénation est global (chaque élément constitutif de l'aliénation est d'égale importance et conditionne l'existence de l'ensemble), l'espace de la révolution devra lui aussi être global. En clair, pour avoir une chance de passer avec succès le test de la réalité, la révolution devra concerner tout à la fois, simultanément et sans hiérarchie aucune (sauf tactique, bien entendu), aussi bien l'économique que le politique, le social, le quotidien...

Et sur cette base, le temps de la révolution prend une toute autre dimension. Dès lors, en effet, que la révolution concerne tous les espaces de l'aliénation, elle doit par définition se conjuguer tout à la fois au présent et au futur. Au présent, car il est inutile d'attendre les lendemains d'un pseudo hypothétique grand soir dont on sait bien qu'il se résume à un simple changement des titulaires du pouvoir. Au futur, car il est impossible de tout changer dans le contexte du système existant.

En clair, la révolution pour les anarchistes, si elle constitue bien une rupture, est avant tout de l'ordre du processus. Un processus avec ses temps forts (grève générale expropriatrice, manifs, gestion directe, destruction de l'Etat...), et avec ses temps faibles (la poussée permanente et sans illusions sur tous les fronts de l'aliénation). C'est donc une révolution de type global et total, mais dont la globalité et la totalité résultent de la convergence ou encore de la fédération d'une infinité de luttes d'aspects parcellaires (économiques, politiques, quotidiennes...). Et c'est un processus qui s'inscrit tout à la fois dans le présent et le futur.

En d'autres termes, la révolution, de notre point de vue, n'a pas de fin. Elle est à l'image de la vie : un mouvement perpétuel. Aujourd'hui, demain, ici, là-bas et ailleurs.

C'est cela notre conception de l'espace-temps de la révolution et d'elle découle notre stratégie et sa fiabilité. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Jean-Marc RAYNAUD

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.